

Les patrons veulent bien prendre mais pas entreprendre

P. 8 et 9

LUTTE OUVRIÈRE

La
cohabitation
sous
un même
Tricot

P. 3 et 4

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 900 - 31 août 1985 - prix : 6 F

La rentrée de la CGT:

**les travailleurs doivent
prendre la voie de la lutte
pas les voies de garage**



Afrique du Sud:

le régime assassine



En France

Page 4 :

- Tricotages (suite)...
 - Le PCF réclame des tricots de rechange.
 - Editorial des bulletins d'entreprise.
 - Bons baisers de partout.

Page 5 :

- En bref.
- Le lot de consolation de Fabius.
- Le RPR de Garges-les-Gonesse surveille les cités.

Pages 6 et 7 :

- Dans les entreprises : PTT ; Société de restauration ferroviaire (Marseille) ; Renault : des petites économies qui en annoncent de plus grandes.

Pages 8 et 9 :

- Les patrons veulent bien prendre, mais pas entreprendre.
 - Wonder : Tapie a menti et veut licencier 519 travailleurs.
 - Michelin : la presque faillite, c'était bidon.
 - Les inventeurs du TUC ont le sourire.
 - Escroquerie à l'emploi : un artisan.

Dans le monde

Page 10 :

- Grande-Bretagne : vague d'attentats racistes contre des travailleurs de couleur.
- USA : Watts, vingt ans après.

Page 11 :

- Libye-Tunisie : Kadhafi expulse les travailleurs tunisiens... et provoque l'union sacrée autour de Bourguiba.
- Maroc : grâce royale sur fond de dictature.
- Brésil : les hommes politiques passent, les militaires restent.
- Nigéria : un général peut en cacher un autre.

Page 12 :

- L'accident du Boeing de Manchester : la recherche criminelle de la rentabilité.
- Union Carbide : les fuites continuent.

Culture

Page 13 :

- Films : *Strangers kiss* ; *Strictement personnel* ; *Parole de flic*.
- Sélection cinéma.
- Mots croisés.

Pages 14 et 15 :

- A propos de l'Afrique du Sud :
 - Des romans à lire : de J.A. Michener ; Alan Paton ; Poppie Nongena ; André Brink ; Harry Bloom ; Nadine Gordimer.
- Livres : *La macération* de Rachid Boudjedra ; *Le village* d'Ivan Bounine.
- Sélection télévision.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

En France aussi, les profits tuent

L'explosion de quatre camions-citernes dans la zone industrielle de Mitry-Mory, en Seine-et-Marne, a causé la mort d'un homme et grièvement brûlé deux autres.

La catastrophe a été provoquée par l'explosion d'un premier camion qui déchargeait un produit très facilement inflammable puisqu'il s'agit d'un carburant utilisé par la fusée Ariane. C'est, semble-t-il, en heurtant, lors d'une manœuvre, d'autres fûts, contenant de l'ammoniaque ceux-là, que le premier camion a explosé. L'incendie s'est alors propagé à trois autres camions-citernes garés non loin de là dans une zone de chargement. L'ensemble du secteur a été évacué car les pompiers, dans l'ignorance des produits que contenaient ces camions, craignaient une nouvelle explosion.

Ainsi voilà une société, les établissements Tredi, qui est, nous

dit-on, enregistrée comme établissement classé, habilitée à manier des produits dangereux et qui serait spécialisée dans le traitement des déchets industriels. Mais les chauffeurs évoluent avec leurs camions parmi des fûts de produits divers, et les zones de chargement et de déchargement sont tellement proches qu'une explosion se propage immédiatement. De surcroît, quand les pompiers arrivent, les responsables de la société en question sont incapables de fournir ne serait-ce que le nom des produits manipulés.

On nous dit et on nous répète, puisqu'il y a maintenant, outre un ministre de l'Environnement, un autre chargé des risques majeurs, que les autorités se préoccupent de contrôler les industries à hauts risques. Mais visiblement certaines entreprises se moquent de ces contrôles, s'ils existent. Et c'est bien parce que ces sorciers, dont

on ne peut même pas dire qu'ils soient des apprentis puisqu'ils travaillent pour la fusée Ariane, ne doivent pas souvent se voir demander des comptes, qu'ils peuvent ainsi jouer avec la vie des travailleurs qu'ils emploient.

Huit jours avant l'accident de Mitry-Mory, un nuage de chlore s'était échappé d'une vanne mal fermée de l'usine Sobea de Tréau-ray, dans le Morbihan. Deux ouvriers ont été grièvement atteints et l'un d'eux placé en réanimation. « Il ne s'agit que d'une petite fuite... L'ensemble de notre personnel — ouvriers et encadrement — est spécialement formé en matière de sécurité », a eu le front de déclarer le responsable de la Sobea, une filiale de Saint-Gobain. Bref, tant qu'il n'y a pas de catastrophe, tout va pour le mieux pour les profiteurs.

P.V.

TAHITI

Lourdes condamnations de 17 indépendantistes

Le tribunal de Papeete a condamné, mardi 27 août, dix-sept indépendantistes tahitiens à des peines allant de deux mois avec sursis à cinq ans de prison. Charlie King, le dirigeant du mouvement indépendantiste « Te taata Tahiti tiama », a été condamné à trente mois de prison.

Charlie King avait été arrêté, en mars dernier, lors d'une manifestation pacifique. Les indépendantistes tahitiens entendaient notamment protester contre les essais nucléaires français à Mururoa. Deux d'entre eux devaient d'ailleurs participer à la campagne des écologistes de Greenpeace, l'automne pro-

chain. C'est à la suite de l'arrestation de Charlie King que des manifestants avaient brûlé un immeuble sans faire de victime. Un policier aurait par ailleurs été blessé en tentant d'intercepter une voiture occupée par des indépendantistes.

Les avocats des condamnés ont dénoncé « la sévérité des condamnations » et « leur caractère éminemment politique ». C'est en effet flagrant. Quand des membres des services secrets français causent la mort d'un militant écologiste pacifique, l'Etat les couvre. Mais quand des indépendantistes tahitiens protestent contre les essais nucléaires de l'armée fran-

çaise dans leur propre région, on les arrête. Ils sont jetés en prison et condamnés.

La France se défendra, disait Mitterrand à propos de l'attentat contre le navire de Greenpeace. La France colonialiste, en effet, continue à frapper. Mais il est douteux que cela suffise à briser la protestation des populations qui ne reconnaissent plus son autorité, que ce soit à la Guadeloupe, en Nouvelle-Calédonie ou à Papeete.

La répression judiciaire et les coups tordus des barbouzes n'ont jamais eu pour effet que de renforcer la détermination de ceux qui sont dans leur droit.

Point de vue de connaisseurs

Les crimes et les délits sont-ils en hausse ou en baisse ? Voilà que l'APM, l'Association professionnelle des magistrats, proche de l'opposition, dénonce le bilan du ministre de l'Intérieur. Ce bilan, publié avec quelque publicité le 22 août, annonçait une baisse de 3,9 % de la délinquance pour les six premiers mois de l'année, par comparaison avec la même période de 1984.

De son côté, *Le Figaro* est aussitôt parti en guerre, titrant sur la « manipulation » que Joxe ferait subir aux chiffres.

Le Figaro lui reproche de ne se fonder que sur les crimes et délits constatés. On peut évidemment s'interroger : comment, en effet, comptabiliser ceux qui ne le sont pas ? C'est que, pour *Le Figaro*, voyez-vous, avec la gauche au gouvernement, « la police constate moins » : elle serait « démoralisée », sous-équipée, et ses chefs feraient baisser les chiffres pour se plier aux directives politiques.

Ceci dit, que les statistiques des crimes et délits soient manipulables — comme toutes les statistiques d'ailleurs — c'est évident. Par exemple, le chiffre global de - 3,9 % donné par Joxe amalgame toutes les sortes de délits et crimes. Or, à ce titre, il y a, paraît-il,

107 rubriques différentes ; et c'est ainsi qu'en y regardant de plus près, on s'aperçoit que pour la période en question du premier semestre 1985, les vols à main armée ont en revanche augmenté de 9,05 %, les vols avec violence de 7,02 %. C'est donc, apparemment, la baisse du nombre des délits mineurs qui ferait chuter le chiffre total.

Il n'en reste pas moins que si le gouvernement actuel cherche à rassurer en voulant faire croire à

une baisse de la criminalité (il triche bien avec les statistiques du chômage), *Le Figaro* triche au moins autant dans l'autre sens, en grossissant les périls de l'insécurité et les méfaits de la délinquance.

Mais, sur le plan de la manipulation des statistiques, les hommes de la droite savent, certes, de quoi ils parlent. Leurs amis politiques ont su, en leur temps, se montrer orfèvres en la matière...

R.D.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Editorial

La rentrée de la CGT :

Les travailleurs doivent prendre la voie de la lutte, pas les voies de garage

LES dirigeants de la CGT ont choisi de placer la rentrée des congés sous le signe des actions à grand spectacle, comme l'opération du train en provenance de l'usine Renault de Douai et qui a mis 32 heures pour atteindre l'Espagne ou le barrage des Champs-Élysées par des voitures « empruntées » à la Régie. Krasucki a proclamé : « Assez trinqué, agir ! ». Et le Bureau Confédéral CGT a décidé une « Quinzaine nationale de mobilisation et d'actions » dès le retour des congés le 2 septembre, sans perdre un jour.

Et en effet il ne serait que temps que les travailleurs entament l'action, ne serait-ce que pour se défendre. A l'heure où les patrons ne se préoccupent que d'empocher les milliards des fonds publics sans pour autant créer des emplois, mais au contraire licencient ; à l'heure où notamment le P-DG de Renault annonce le chiffre des suppressions d'emplois qu'il programme d'ici à la fin de 1986 : 14 869 ; à l'heure où le gouvernement se prépare, par ailleurs, à récupérer des milliards sur la Sécurité sociale, c'est-à-dire sur le dos des travailleurs et des masses populaires ; dans une telle situation, il est incontestablement nécessaire, plus que jamais, que les travailleurs prennent enfin le coup de sang et disent : « Cela suffit, on a assez trinqué ».

Il ne suffira évidemment pas qu'ils le disent. Mais, pour passer à l'action, ou en tout cas la préparer, on peut douter que la mobilisation telle que la CGT la propose soit une façon de mettre les travailleurs sur une voie efficace.

Parce que d'abord, si les militants CGT se sont dépensés cet été chez Renault pour mettre les usines « sous surveillance », ils ont agi seuls, sans chercher à mettre les travailleurs dans le coup, même ceux peu nombreux qui n'étaient pas en vacances. Et cette politique ne prépare pas les militants à tenir compte des travailleurs davantage à la rentrée que durant le mois d'août. Lancer des opérations à la manière de Zorros agissant à la place de la classe ouvrière n'est pas une bonne façon de préparer celle-ci à agir par elle-même !

Oui, comme le dit Krasucki, rien n'est plus urgent que l'action. C'est effectivement le seul moyen de se défendre et d'empêcher les mauvais coups. Mais l'action du plus grand nombre possible de travailleurs, et pas seulement celle de petites minorités.

Et puis, quel objectif proposent Krasucki et les dirigeants de la CGT ? A en juger par ce qui se passe chez Renault, la CGT réclame que la Régie vende en France des

voitures produites en France. Elle s'indigne de voir, comme elle dit, « casser l'outil industriel morceau par morceau ».

Mais ce genre d'objectif peut-il réellement unifier les motifs de mécontentement et de colère au niveau du plus grand nombre des salariés, comme la situation l'imposait ? C'est douteux.

L'année dernière à la même époque, Krasucki lui-même proclamait la nécessité de préparer la grève générale. Depuis lors, les dirigeants CGT ont apparemment mis de côté cet objectif. Crise et démoralisation aidant, les travailleurs n'ont de toute façon pas suivi. Et effectivement, aujourd'hui, la question que doivent se poser tous les militants ouvriers, c'est : comment redonner aux travailleurs confiance dans l'efficacité de la lutte, de leur propre lutte ?

Pour cela, les méthodes employées actuellement par les militants de la CGT ne sont sûrement pas les meilleures, même si ce sont les seules qu'ils voient. Ne serait-ce que parce que les travailleurs peuvent estimer, à juste titre, que ce que le PCF et la CGT leur ont proposé jusque-là ne s'est guère montré efficace.

D'ailleurs, si les militants de la CGT et du PCF reconnaissent publiquement les torts faits à la classe ouvrière par la politique passée de leurs dirigeants, et tout spécialement au travers de leur participation et de leur soutien à ce gouvernement anti-ouvrier (participation et soutien qui ont tout de même duré trois ans), ce serait sûrement un moyen plus efficace de regagner la confiance des travailleurs.

Nous savons bien qu'on ne peut pas mobiliser l'ensemble des travailleurs d'un seul coup. Mais encore faut-il mener une politique et proposer des objectifs qui les y préparent en leur permettant de marquer des points, afin qu'à chaque étape ils reprennent un peu plus confiance dans leur capacité à lutter avec succès.

Le président des patrons s'est félicité à la télévision que les travailleurs ne suivent pas massivement la CGT. Les tactiques de la CGT ne sont peut-être pas les bonnes, ne serait-ce que parce qu'elles n'incitent pas l'ensemble des travailleurs à l'action, mais pourtant c'est cette voie de l'action et de la lutte qui, seule, offre une perspective à la classe ouvrière. Alors oui, il est bien indispensable que cette rentrée administre à Gattaz la preuve que, en tous les cas, les travailleurs sont décidés à lui infliger à lui et à ses semblables de sérieux camoufflets.

Arlette LAGUILLER

La droite enfin à genoux

Saint Tricot a prié pour les services secrets : amen !

Comme disait *Le Canard Enchaîné* deux jours après la publication du rapport Tricot, après le « sacre des innocents », nous voici « en plein happy end ». Tout le monde respire, en effet.

Le RPR Chaban-Delmas estime « qu'on ne peut que se réjouir » puisque le rapport met « hors de cause le gouvernement et les services français dans le sabotage du Rainbow Warrior ». Giscard respire aussi, lui qui jusque-là n'avait pas bougé un cil parce que, a-t-il dit, « qu'il ait tort ou qu'il ait raison, c'est mon pays ! ». Jusqu'au Premier ministre néo-zélandais, David Lange, qui a cuvé la colère que lui avait d'abord inspirée le rapport Tricot et retrouvé son sourire diplomatique après la déclaration de notre Premier ministre à nous, Fabius. C'est qu'il l'a jugée « aussi constructive qu'il était possible », cette déclaration. Pensez donc, Fabius ne « s'accroche pas au rapport Tricot », ce qui aurait été difficile comme le remarque Lange lui-même, quand Tricot lui-même

ne s'accroche pas plus que cela à son propre rapport, comme tout le monde a pu le constater en entendant ses commentaires sur les ondes... Enfin, bon dernier mais non le moindre, jusqu'au gouvernement anglais, qui, malgré les insinuations malveillantes de Tricot à l'égard des services secrets britanniques, a fait preuve d'un flegme imperturbable en faisant entendre un « silence assourdissant » pour reprendre l'expression d'un journal anglais (c'est connu, même quand ils se tirent dans les pattes les services secrets du monde entier se serrent les coudes !).

Finalement, dans ce chœur touchant (tout en silences...), c'est encore Fabius qui fait presque figure d'accusateur public. Rien de tel pour un gouvernement, après avoir été officiellement blanchi par un « incontestable » (c'est d'avoir été l'éminence grise des services secrets auprès de De Gaulle du temps de la guerre d'Algérie qui vaut à Tricot cette réputation !), que de s'offrir

l'élégance de morigéner soi-même les petites faiblesses de son appareil d'Etat.

Fabius, honnête homme, a donc déclaré que « des poursuites judiciaires seraient immédiatement exercées », bigre, s'il « apparaissait que des faits criminels ont été commis par des Français ». Notez bien le « s'il apparaissait », autrement dit sans enquête plus approfondie ! Gageons qu'il n'y aura pas plus de « poursuites » que « d'apparitions ». Après la distribution d'auréoles par le bon dieu Tricot, Fabius n'avait qu'à enterrer l'affaire élégamment.

Il faut reconnaître que pour une fois il a été aidé par l'opposition. La droite n'a rien fait pour déterrer quoi que ce soit.

Oui, une fois n'est pas coutume, la droite française a été « fair-play ». Très « fair-play ». Le rapport Tricot a fait rigoler les observateurs du monde entier. La droite française, elle, a gardé un silence pénétré.

« Dès le début de l'affaire, M. Jacques Chirac avait recommandé à ses collaborateurs la

plus grande discrétion » explique *Le Monde* du 28 août. pour ne pas risquer, toujours d'après *Le Monde* : 1) « la mise en cause de la dissuasion nucléaire » ; 2) « la mise en cause d'un rouage déterminant dans le fonctionnement de l'Etat (la DGSE) » ; et 3) « la mise en cause d'un ministre de la Défense, M. Charles Hernu, considéré au RPR comme un ministre présentable » (en voilà un au moins qui a une chance de garder sa place dans la prochaine cohabitation !).

Il y a bien eu un début de bavure avec Pasqua et Labbé qui sont toujours les derniers à comprendre les consignes, et ont commencé à mettre en cause, qui Hernu, qui Mitterrand. Mais très vite, ils se sont sagement tus. Côté UDF, mêmes consignes.

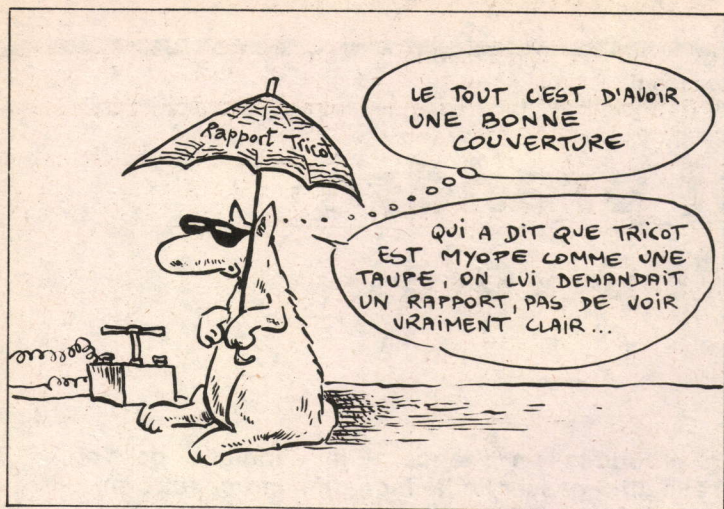
Quant à l'ultra-giscardien Poniatowski, ancien membre des services spéciaux, ancien ministre de l'Intérieur, il a résumé la situation en jugeant « imprudent d'exploiter l'affaire », « parce que les services spéciaux sont en cause et

qu'il y a un intérêt national à les protéger ».

Merci Messieurs. Vous venez de donner au bon peuple une édifiante leçon de science politique. « L'intérêt national » ? Il est représenté, défendu par cette substantifique moëlle de l'appareil d'Etat que sont les services spéciaux, leurs barbouzes et leurs taupes en tout genre. Incontrôlable, cet appareil d'Etat ? Mais c'est son attribut, son privilège incontestable... et incontesté, on vient de le voir.

Décidément, oui, tout commence à s'arranger pour Mitterrand (et pour Hernu !). Une bavure des services secrets a réussi à réaliser autour de lui une union sacrée de la droite au PS à laquelle il n'aurait jamais osé rêver jusque-là. Les taupes et autres nageurs de combat en eaux troubles ont réconcilié tout le monde. La cohabitation d'après-mars 1986 vient de s'assurer des bases solides (et secrètes ?).

H.C.



Editorial des bulletins d'entreprises

Mitterrand a trouvé un Tricot pour couvrir les barbouzes

Tricot aura donc bien rempli sa mission : il a couvert. Tout le monde. Le moins qu'on puisse en dire, c'est que ce Tricot-là ne fait pas dans la dentelle.

Mais que pouvait-on attendre d'autre de ce grand serviteur du général De Gaulle, que Mitterrand avait choisi pour mener l'enquête sur l'affaire du bateau de Greenpeace ? Il n'était pas susceptible de tendresse pour le gouvernement socialiste, paraît-il. Peut-être, mais par contre son cœur de gaulliste bat sans doute pour l'armée, les services dits secrets et les barbouzes en tout genre. On ne pouvait guère mieux choisir quand il s'agissait de blanchir des hommes de gauche qui mènent une politique de droite.

Monsieur Tricot a donc acquis la certitude que les agents français ne sont pour rien dans l'attentat qui a coûté la vie à un homme en Nouvelle-Zélande.

Les preuves ? Il a demandé à Charles Hernu, ministre des Armées, ainsi qu'à différents généraux et amiraux, ce qu'il en était, et ils lui ont tous juré la main sur le cœur qu'ils n'avaient jamais demandé aux hommes de la DGSE que de faire du renseignement.

La direction de la DGSE a juré, elle, qu'elle n'avait jamais transmis d'autres ordres.

Quant à l'hypothèse que les « hommes de terrain » aient transgressé ces ordres, il faut l'écarter. Leurs supérieurs les connaissent bien... et ils ont assuré Bernard Tricot qu'ils étaient incapables d'une chose pareille.

Et pour faire bonne mesure, on nous dit que les deux espions français actuellement aux mains de la police néo-zélandaise étaient dans une très mauvaise forme physique qui les empêchait de participer aux exercices trop durs. Quant aux nageurs de combat envoyés dans le Pacifique... c'était pour y apprendre l'art de la navigation.

Tricot assure avoir suivi le principe de n'écarter *a priori* aucune hypothèse, même la moins vraisemblable. On peut dire que c'est une complète réussite car c'est bien la plus invraisemblable des hypothèses qu'il a finalement retenue : que ni le gouvernement français, ni ses services secrets soient mouillés dans une affaire où tout les désigne.

En tout cas maintenant une chose est sûre. On ne connaît pas la véritable histoire avant bien longtemps.

Ainsi le gouvernement socialiste vient de montrer une nouvelle fois que, malgré les grands airs de Mitterrand, il agit bien comme tous les gouvernements réactionnaires : les services secrets doivent rester intouchables.

Même pour une affaire qui, s'il n'y avait eu mort d'homme, apparaît comme bien plus ridicule que méchante (et si vraiment les services français se sont fait doubler par les Anglais, comme on voudrait nous le faire croire, c'est que nous avons alors les espions les plus bêtes du monde), le gouvernement ne peut ou ne veut pas faire la lumière.

Toute cette histoire prêterait à rire si elle ne nous rappelait l'existence de l'Etat : tout un appareil de fonctionnaires civils ou militaires. Les services secrets en sont la plus parfaite illustration, mais au fond tous, toute l'armée, tous les innombrables services civils, ne sont pas moins incontrôlables et intouchables.

Les gouvernements qui se succèdent peuvent changer de couleur politique ; ils n'ont que le choix soit de faire la politique que leur impose cet Etat, soit de la couvrir.

Dans quelques mois, on va nous appeler aux urnes en nous répétant que c'est pour nous l'occasion de choisir et de contrôler ceux qui nous gouvernent.

Mensonge ! Nous ne ferons que choisir des députés, c'est-à-dire ceux qui sont chargés d'amuser le public, mais bien incapables de contrôler l'Etat. La preuve : ils sont même incapables de savoir ce qu'ont manigancé quelques sous-fifres de la DGSE contre quelques pacifiques écologistes dans un port de Nouvelle-Zélande.

TRICOTAGES (suite)

Le PCF réclame des tricotots de rechange

Le Parti Communiste, depuis l'affaire du *Rainbow Warrior*, mène campagne dans *L'Humanité* et au Parlement pour la mise en place « d'une délégation parlementaire habilitée au "secret défense" qui serait chargée de veiller à ce que les activités des services spéciaux soient bien conformes à leur mission ». Il invoque à cet effet des institutions semblables à celles qui existent en Italie ou en RFA ! Et cela le plus sérieusement du monde.

Fabius, sans aller jusque-là, a concédé, dans son intervention à Matignon du 27 août, qu'en effet il faut que « les services de renseignements fassent l'objet d'un contrôle » et il demande donc aux ministres de la Défense et de l'Intérieur « d'adresser désormais aux présidents de la commission de défense de nos deux Assemblées parlementaires, un compte rendu annuel détaillé des activités des services de renseignements placés sous leur responsabilité ».

Fabius, bon apôtre, s'en remet en dernier ressort aux responsables des services spéciaux (sous la responsabilité des ministres) en espérant qu'ils confesseront tout, sans pécher par omission. A moins qu'il compte sur les ministres pour engager de nouveaux services de renseignements pour... espionner les services secrets.

Mais que pourrait de plus la « délégation parlementaire » réclamée par le PCF, même « composée à la proportionnelle » ? Certes cela fait démocratique, sur le papier. Mais c'est bidon, démocratiquement bidon.

Les services secrets existent dans tous les pays dits démocratiques. Partout l'appareil d'Etat a ses troupes spéciales, qui partout ont un caractère odieux de mafiosi ou de barbouzes pour en rester au modèle français. Et ils ne sont pas contrôlés ni contrôlables par le Parlement, ni plus ni moins que tout le reste de l'appareil de l'Etat, pas plus que le reste de la police, de la justice ou de l'armée. Et le plasticage du *Rainbow Warrior* n'est pas l'unique exemple de coup tordu qui aurait été fait par les services spéciaux à un gouvernement (si tel est toutefois bien le cas).

Là où un Tricot, pourtant bien servi par ses années de service à l'ombre de De Gaulle, s'affirme « sûr qu'il lui est impossible de se prononcer avec certitude », et dégage prudemment « une impression » sur ce qu'il croit « avoir compris » ou ce qu'il « croit savoir » mais

« n'exclut pas l'hypothèse où des officiers se seraient concertés pour lui taire une partie de la vérité », que pourraient de distingués parlementaires, sinon se faire rire au nez par les mêmes services secrets ?

Et les exemples italien ou allemand invoqués par le PCF le confirment. En Italie, depuis 1977, le Président doit faire un compte rendu tous les mois sur l'action des services de renseignements devant le Parlement, et un rapport plus précis est envoyé à quatre députés et quatre sénateurs. Est-ce que cela a empêché la loge P2 d'étendre son réseau des chefs des services spéciaux à l'état-major des carabinieri jusqu'à la Camorra napolitaine et au crime organisé ? Et lors des attentats à la Piazza Fontana, à Bologne, et contre le

train Italicus, ce sont précisément les services spéciaux qui se chargèrent de brouiller les cartes devant la justice... Les parlementaires n'y ont vu bien sûr que du feu.

Quant à l'Allemagne, depuis 1978, à l'initiative des socialistes, les chefs des groupes parlementaires contrôleraient les services secrets. Avec l'efficacité que l'on sait.

Une délégation parlementaire en France ne pourrait que connaître les mêmes mésaventures que ses collègues d'Italie ou d'Allemagne, en tout cas, elle ne serait pas plus efficace.

Simplement la France, au lieu d'un seul Tricoluche comme l'appelle *Le Canard Enchaîné*, disposerait de quelques comiques de plus.

Cécile BERNIER

Bons baisers de partout

A qui se fier ? Cette question, le chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, l'a peut-être posée à François Mitterrand lors de leur rencontre traditionnelle, samedi 24 août. Les deux chefs d'Etat pouvaient gémir en chœur sur leur appareil d'Etat et sur leurs services secrets incompetents, truffés d'espions de l'Est et qui informent apparemment tout le monde sauf Kohl et Mitterrand.

Helmut Kohl a ainsi appris en l'espace de quelques jours le passage à l'Est de plusieurs agents du contre-espionnage allemand. La défection du chef du contre-espionnage (BFV) annoncée le jeudi 22 août a éclipsé toutes les autres.

Agé de 48 ans, Hanz-Joachim Tiedge appartenait au BFV depuis 19 ans. En 1979, il était nommé chef de service chargé des opérations sur l'Allemagne de l'Est. *Le Monde* du 25 août le qualifiait « d'un des meilleurs experts du contre-espionnage ouest-allemand ». On peut ajouter : et de l'Allemagne de l'Est !

La presse précisait que Tiedge aurait emporté avec lui la liste des cent soixante agents travaillant à l'Est. *Le Figaro* du 28 août rassu-

rait ses lecteurs : il serait parti sans les noms et en oubliant des documents confidentiels.

Les supérieurs de Tiedge — ceux de l'Est — auront quand même de quoi remplir leurs archives avec le rapport de leur agent.

Depuis 1945, c'est au moins la cinquième grande affaire qui éclate en Allemagne de l'Ouest. Et comme à chaque fois, on en apprend de belles. Tiedge était un alcoolique et ses collègues lui avaient, paraît-il, payé une cure de désintoxication. Il était couvert de dettes, il ne réglait plus une partie des impôts et (un malheur n'arrive jamais seul) une tante venait de le déshériter. Ses supérieurs directs, ses proches étaient tous au courant. Tiedge aura vraiment réussi à tromper son monde sur sa véritable activité.

Nous ne savons pas quelle suite sera donnée à cette affaire. Mais il doit régner une drôle d'ambiance en ce moment dans les services du contre-espionnage ouest-allemand. Le prochain chef du contre-espionnage aura sans doute ses faits et gestes observés à la loupe. Mais au fait, par qui ?

Guy FICHET

EN BREF

Léotard ou la colère de dieu

François Léotard, jusque-là le « bon-chic-bon-genre » du Parti Républicain, l'homme qui annonce sur les murs « le temps des libéraux », change de style.

Il n'a sans doute pas digéré la volée de cailloux qu'il a reçue des indépendantistes kanaks à Thio. Le soir-même à Nouméa, au milieu des siens cette fois-ci, il a lancé un « avertissement » à l'adresse de « certains fonctionnaires politisés » selon lui, qui « n'ont pas encore compris que dans six mois il y aura en France une autre majorité ». Pour être précis, il a menacé : « ... nous n'aurons pas la mémoire courte ». C'était moins risqué

que de menacer les indépendantistes eux-mêmes, probablement. De retour à Paris, il en a rajouté en dénonçant une prétendue complicité de certains hauts fonctionnaires « avec des voyous et des assassins », rien de moins.

Moralité : méfiez-vous des libéraux. Il leur suffit d'un bain de foule et d'une trousse bleue pour qu'ils deviennent rancuniers et hargneux à l'égard des serviteurs de l'Etat. Imaginez seulement qu'un de ces cailloux kanaks ait fait mouche au lieu de simplement le décoiffer. Sans attendre mars 1986, on aurait vu Léotard débarquer avec le bandeau de Le Pen. A en faire trembler Le Pen lui-même.

FACE AUX
KANAKS
IL NE SUFFIT
PAS D'AVOIR
LES DENTS
LONGUES



Nouvelle Calédonie

Le lot de consolation de Fabius

La dernière escarmouche procédurière déclenchée par l'opposition contre la loi concernant la Nouvelle-Calédonie a finalement tourné à l'avantage du gouvernement, le Conseil constitutionnel ayant rejeté les trois recours déposés par Giscard et Poher, notamment, et déclaré la loi « conforme ».

Plusieurs ténors de la droite s'étant « mouillés » en personne dans cette affaire, Fabius pouvait trouver matière à se réjouir un instant.

Mais de là à pavoiser... ce serait oublier un peu vite que ce même Conseil constitutionnel lui avait, le 8 août dernier, infligé un revers important et que le gouvernement avait dû accepter de porter de 18 à 21 le nombre de conseillers de la région de Nouméa, à forte majorité caldoche.

De reculade en reculade, le gouvernement est revenu sur

presque tous les engagements, à l'égard des Kanaks, pris en décembre dernier par Pisani. La loi finalement adoptée n'a rien qui puisse léser le moins du monde non seulement les intérêts économiques ou politiques de l'impérialisme français en Nouvelle-Calédonie, mais

même les intérêts des Caldoches. Le Conseil constitutionnel pouvait donc bien laisser passer !

C'est une petite, toute petite victoire qu'il accorde à Fabius — mais les temps sont durs, et on a les victoires qu'on peut...
J.-L. C.



Sur les affiches précédentes, on voyait la petite fille, toute rêveuse, sous l'inscription « Vivement demain ! » A-t-elle trouvé dans Jacques Chirac le prince charmant de ses rêves ? Masochiste, cette enfant !

Poor lonely Rocard

A l'occasion de la dernière réunion du Comité directeur du Parti Socialiste, la presse a présenté Rocard comme un « cavalier seul, à contre courant ».

Si seul et si bravache, Rocard ?

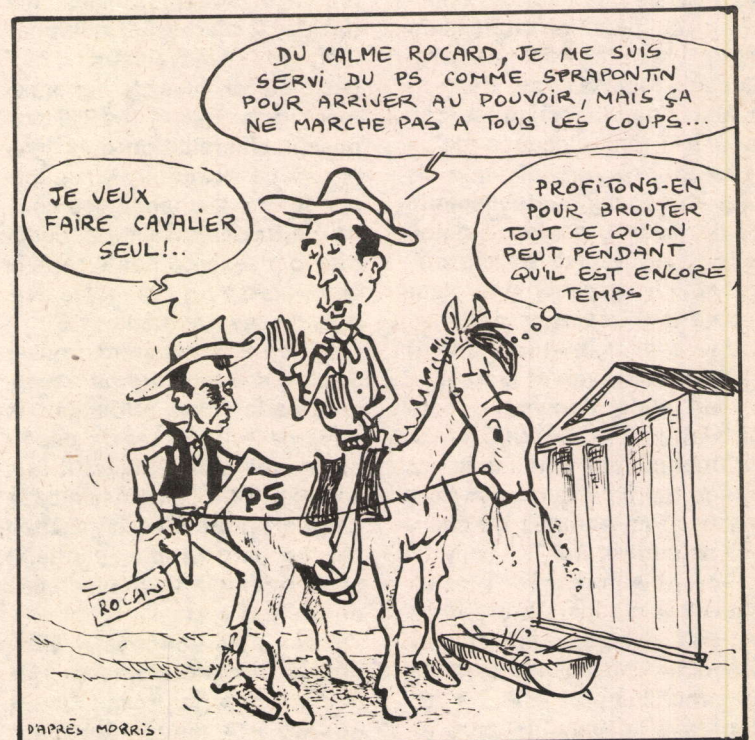
Une des exigences contenues dans la motion qu'il a proposée au Comité directeur est qu'un futur gouvernement ne puisse pas revenir sur les « réformes essentielles de la gauche », (au fait, lesquelles ?) tout en excluant pas la possibilité... de les « adapter ».

A contre-courant, Rocard ? Les socialistes expliquent avec Jospin que « nous avons adapté ou infléchi nos actions et nos priorités », et avec Rocard « qu'il est des contraintes dont aucun pouvoir ne peut s'affranchir ». Cherchez la différence ! Ne serait-ce pas le

droit à la convergence, plutôt qu'à la différence que défendrait Rocard le « délaissé » ?

Sans doute ses ambitions présidentielles, en tout cas son avenir politique personnel, lui commandaient-ils de se démarquer à tout prix et à faire montre d'indépendance d'esprit... ce qui se réduit à des nuances de vocabulaire, puisqu'à part un « look » un peu plus droitier, il n'a évidemment pas de politique différente à proposer. Aussi bien Rocard envisage-t-il la possibilité d'un gouvernement de coalition avec la droite reposant sur « un contrat explicite » et « un engagement commun ». Mitterrand avait annoncé la cohabitation. Rocard annonce un programme de cohabitation.

Reste que pour se coaliser et établir des contrats, encore faut-il trouver le moment venu des partenaires consentants...



Le RPR de Garges-les-Gonnesse surveille les cités

Dimanche 25 août, des militants RPR de Garges-les-Gonnesse avec à leur tête un des conseillers municipaux, RPR lui aussi, ont décidé de se constituer eux-mêmes en patrouille de nuit bénévole dans cette ville de 40 000 habitants. Ils proclament leurs « bonnes intentions » : c'est bien sûr dans l'intérêt de la population et de sa sécurité qu'ils veulent circuler sans armes, « juste avec nos chiens dans les voitures » et pour répondre au transfert dans la ville de Gonnesse des 7 gendarmes qui étaient auparavant affectés dans cette ville.

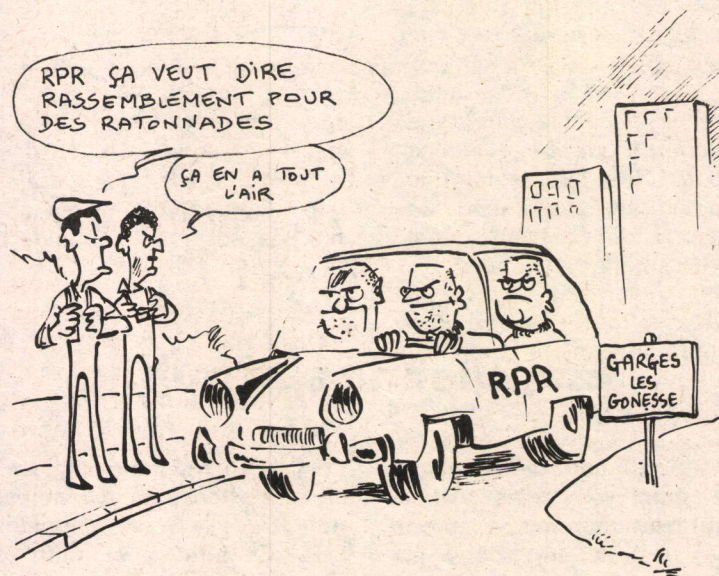
Il doit bien y avoir des arrière-pensées politiciennes puisque Garges-les-Gonnesse est une municipalité communiste et que le conseiller municipal RPR accuse le maire communiste de ne rien faire pour la sécurité, même si ce dernier réclamait le maintien des gendarmes et la création d'un commissariat.

A quoi pourront bien servir ces patrouilles de droite, organisées par des gens du RPR, venant à l'occasion parader dans les quartiers ouvriers ? Certainement pas à défendre la veuve et l'orphelin. Certainement pas à assurer la sécurité des pauvres.

Le Parti Communiste, lui, s'insurge et s'indigne tout en appelant la démocratie et les forces de police à la rescousse. Comme si les forces de police avaient jamais assuré la sécurité des pauvres comme si elles avaient jamais été garantes de la démocratie, comme si elles-mêmes avaient jamais tenté quoi que ce soit pour neutraliser les polices parallèles et autres barbouzes, en attendant les milices de droite ou d'extrême-droite.

Mais pourquoi l'organisation para-militaire devrait-elle rester le monopole de la droite ou de l'extrême-droite ?

La seule façon pour les travailleurs de garantir leur



propre sécurité, ce serait de s'organiser eux-mêmes y compris de façon para-militaire s'il le faut.

Seulement aujourd'hui, les travailleurs sont inorganisés. Ils ont pris la dangereuse habitude de faire confiance à leurs « représentants », à leurs « élus », aux « gardiens de la paix », aux

tous vulnérables, alors qu'ils représentent une force potentielle énorme.

Alors, dans les cités ouvrières, le plus sûr garant de sécurité, pour aujourd'hui comme pour l'avenir, serait que les familles ouvrières, jeunes y compris, organisent leurs propres réseaux de surveillance, leurs propres réseaux de solidarité comme d'auto-défense, et pas seulement contre la délinquance des jeunes.

La délinquance elle-même, résultat du je-m'en-foutisme général qu'engendre le manque d'organisation des exploités entre eux, disparaîtrait, ou en tout cas diminuerait, alors dans des proportions considérables. Par contre, les travailleurs se forgeaient des moyens de protection efficaces contre toutes les exactions anti-ouvrières, à commencer aujourd'hui par les exactions racistes.

Samuel LATAN

□ PTT

Des cabines hors d'usage... aux publiphones chez les commerçants : les PTT veulent économiser !

Depuis plusieurs années, les PTT ont lancé une grande opération « installation de points-téléphone ». Le moindre recoin de trottoir, le moindre petit village a aujourd'hui sa cabine téléphonique, et ce n'est pas un mal. Il faut quand même dire qu'à 30 000 F la cabine, le marché est plus qu'intéressant pour les constructeurs, Decaux, Picart-Lebas, etc.

Mais, parallèlement, le service PTT qui s'occupe de la réparation a, lui, diminué de plus en plus. Actuellement, pour 165 000 cabines installées, il n'y a plus qu'une cinquantaine d'agents pour leur réparation. Résultat : dans les grandes villes, surtout Paris et sa banlieue, Lyon et Marseille, si les abris tiennent encore plus ou moins debout, trouver un appareil qui fonctionne est un jeu qui peut durer des heures et où on a toutes les chances de perdre.

Devant le nombre de plus en plus élevé d'appareils éventrés, les PTT ont purement et simplement fait démonter les appareils les plus visés : 4 000 appareils ont ainsi disparu de leurs abris pour être entassés dans les centres de réparation... en attendant les

réparateurs. En fait, il n'y a aucune chance de voir le nombre de ceux-ci augmenter : après avoir supprimé 2 000 emplois en 1985, les PTT prévoient 3 000 suppressions supplémentaires en 1986. Mais comme l'image des PTT en prend un coup, ceux-ci ont décidé de s'adresser aux commerçants : moyennant 175 F par mois en plus de l'abonnement normal (48 F), les PTT proposent l'installation d'un téléphone de comptoir, le « publiphone » ; en échange, les commerçants percevraient 23 centimes par taxe de base, celle-ci étant portée à 1 F pour les usagers de ces appareils.

Et les PTT espèrent trouver 5 000 commerçants qui acceptent cette installation dès le mois de septembre. Un espoir qui risque d'être déçu : il faudra en effet 1000 taxes de base par mois pour que les volontaires ne perdent pas d'argent, sans compter la surveillance de ces appareils.

Ces « publiphones » viendraient compléter le parc de cabines à cartes magnétiques que les PTT mettent en place surtout dans les endroits à forte circulation comme les gares, les centres commer-

ciaux...

Avec ces « publiphones », c'est donc encore une fois l'usager qui paiera plus cher la communication, 1 F au lieu de 77 centimes. De plus, ils ne seront évidemment utilisables qu'aux heures d'ouverture des commerces.

En fait, les PTT cherchent le moyen d'avoir un parc de cabines à moindre frais pour eux, sans embaucher le personnel nécessaire à son entretien. Et on restera loin, très loin des 30 000 cabines recensées hors d'usage. La course à la cabine qui fonctionne n'est pas finie...

Correspondant LO



« Service Interurbain Opérationnel »

Tel est le nom d'un nouveau service annoncé par la direction générale des télécommunications qui sera lancé avant 1986, avec tarif spécial.

Pour ceux qui pourraient se poser des questions sur ce nouveau service, au moment où les communications à partir

des « publiphones » vont passer de 77 centimes à 1 F l'unité, qu'ils se rassurent. Ce n'est pas une nouvelle augmentation c'est, tout simplement, un « tarif téléphonique spécial pour les grandes entreprises » qui « accordera des ristournes aux gros usagers sur le prix des communications ».

Le grand test de l'été

Il y a quelques semaines, le grand manitou a fait supprimer les minitel. Il venait de recevoir la note téléphonique du centre et il l'a trouvée trop salée.

Aïe ! Aïe ! Aïe ! et Mexandeau qui nous demandait dans sa lettre, il y a quelques mois, de promouvoir autour de nous les nouveaux gadgets des PTT.

Alors, on ne peut donc pas promouvoir le minitel, c'est trop cher. Et c'est le grand manitou qui le dit.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Télécoms-Aubervilliers du 26 août 1985)

Heures supplémentaires = chômage

A Toulouse, la direction d'ATES, l'activité spatiale d'Alcatel-Thomson a poussé ces derniers mois aux heures supplémentaires. Il fallait que du matériel soit livré dans les temps afin que la direction ne paie pas de pénalités de retard. Travail le soir, la nuit et le week-end, tout y est passé et le matériel est effectivement sorti dans les temps.

Maintenant la direction prétexte des baisses de charges

Les mariniers en colère

Depuis plusieurs années, le transport fluvial a de gros problèmes face aux transports sur rail et routier qui lui font subir une sévère concurrence, bien que le coût du transport par voie d'eau reste le plus bas. Les péniches et barges avec pousseur ne peuvent desservir que 37 départements, et à des points fixes.

Et surtout, les mariniers (environ 2 500 artisans et 2 800 navigants salariés, sans compter le personnel à terre) subissent les conséquences de la crise : le rétrécissement du marché entraîne le manque de frêt. Plusieurs centaines de péniches seraient ainsi actuellement à quai, sans frêt, en région parisienne, à Lille, en Côte d'Or...

Le 22 août, Jean Auroux (actuellement secrétaire d'Etat aux Transports) a bien débloqué une « aide d'urgence », mais, considérant cette « allocation de 1 400 F par tête comme une aumône dérisoire », les mariniers ont libéré le péage de l'autoroute du Sud à Fleury-en-Bière pendant 20 minutes et ils ont occupé la gare de Melun, mercredi 21 août. Toutes « déprédations » que Jean Auroux juge « inadmissibles ». Ceux de Conflans-Sainte-Honorine ont mis le feu à un local de la gare du RER le lendemain soir.

Pour leur part, les mariniers de Saint-Jean-de-Losne en Côte d'Or, bloqués à quai par manque de frêt, viennent de se déclarer disposés à passer à « une action dure et imprévisible »... Des voies d'eau en vue, au ministère ?

F.P.

□ Société de Restauration Ferroviaire (Marseille)

Licencié pour un sachet de café

La SOREFI (Société de Restauration Ferroviaire Inter-régionale), filiale privée de la Compagnie des Wagons-lits, organise des ventes ambulantes de sandwiches et boissons dans certains trains.

Le 21 juin, dans le train Marseille-Genève, un employé de cette société s'est vu réclamer un café par un voyageur, alors qu'il avait épuisé son stock de sachets solubles. Comme le voyageur commençait à rouspéter, l'employé trop accommodant s'est servi d'un sachet de café qu'il avait pris le matin pour son usage personnel.

Malheureusement pour lui, ce voyageur anodin était un agent de la « Qualex », une officine de mouchardage dont les membres passent leurs journées à traquer les employés de la SOREFI, à l'affût de la moindre faute professionnelle,

poussant même le vice jusqu'à leur tendre des pièges.

Selon les termes de la lettre de licenciement qu'a reçue cet employé quelques jours plus tard, c'est une faute grave d'avoir vendu un sachet de café personnel pour satisfaire un client.

La Sorefi contrôle beaucoup ses employés, mais visiblement beaucoup moins les crudités qu'elle sert dans les trains.

D'après de récentes analyses faites par la faculté de pharmacie de Toulouse, dont les résultats ont été cachés longtemps par la direction, deux salades composées sur quatre sont avariées, les deux autres tout juste tolérables.

C'est en fait une réédition d'un scénario qui s'était déroulé déjà en 1979 à ceci

Les employés de la SOREFI-Marseille se sont mis en grève pour exiger la réintégration de leur camarade. Les grévistes ont d'ailleurs témoigné à la télévision leur ras-le-bol de travailler constamment avec la hantise des mouchards de la « Qualex ».

Empoisonneur public

près qu'à l'époque il s'agissait de sandwiches en décomposition et que la Sorefi s'appelait SHR. En effet, à la suite de cette affaire de sandwiches avariés, la SNCF, poussée par les organisations de consommateurs, lui avait retiré sa licence pour la donner à la Compagnie des Wagons-lits. Celle-ci reprenait alors activités et salaires de la SHR et changeait le nom de cette société.

Le nom a varié mais les aliments, eux, sont toujours avariés !

□ RENAULT

Des petites économies qui en annoncent de plus grandes.

« Un coup au cœur », titrait L'Humanité du mardi 27 août qui se lamentait sur l'abandon de la Formule 1 par Renault et partait dans une envolée lyrique autant que chauvine : « Les voilà donc, ces amoureux de la belle mécanique française, appelés à retrouver des départs de grands prix, privés des bolides jaune et noir. Pourquoi ne pas reconnaître — tout chauvinisme mis à part — que leur présence apportait « un plus » à la compétition ? »

Et L'Humanité généralisait : « Les amateurs de sport ne sont pas les seuls concernés. Le coup porté au cyclisme hier, celui asséné à la Formule 1 aujourd'hui, atteignent dangereusement Renault dans son entier. » Mais ce n'est pas des travailleurs de Renault que parle L'Humanité : « A l'aube de l'an 2 000, il a été délibérément choisi (...) de saper l'un des fondements des progrès technologiques d'une des entreprises françaises les plus prestigieuses. » Et l'article, après avoir précisé la position du Parti Communiste, se termine par cette phrase : « Pour que Renault gagne ! » On se croirait en train de lire la fin d'un article publicitaire de la direction de Renault !

Oui, la décision de la direction de Renault d'abandonner la Formule 1, après celle d'abandonner l'équipe de cyclisme Gitane, n'annonce rien de bon pour les travailleurs de la Régie. Pas à cause de la « technologie » ou du renom de la marque, dont les travailleurs n'ont que faire, mais parce qu'il s'agit de la continuation de la campagne engagée par Besse sur injonction du gouvernement et visant à faire croire que Renault a des problèmes d'argent pour justifier les 21 000 suppressions annoncées et préparer sans doute

d'autres reculs sur les avantages acquis par les travailleurs de la Régie.

Paradoxalement, c'est dans les pages économiques du Figaro du même jour, le 27 août, qu'on trouve des arguments bien convaincants concernant les raisons de la décision de la direction de la Régie : « Mais, tout comme la réduction de certaines dépenses secondaires (voitures de fonction plus modestes, fermetures de certaines cafétérias), celle-ci est surtout destinée à avoir un impact psychologique. (...) La Formule 1 à son tour fait les frais de (la) politique d'austérité (de la Régie) ». Et, plus loin, après avoir expliqué que les victoires des équipes sportives Renault maintenaient, paraît-il, la cohésion des travailleurs de l'entreprise, le rédacteur du Figaro enchaînait : « Mais il est vrai que l'on ne craint plus depuis plusieurs mois de désespérer Billancourt au siège de la Régie ». Non seulement on ne le craint pas, mais une des principales raisons de la venue de Besse à la tête de la Régie était de réussir à faire accepter par l'entreprise-phare des luttes sociales un brutal retour en arrière pour les travailleurs...

Il y a sans doute des gens, y compris parmi les travailleurs et notamment dans l'encadrement de Renault, que la décision de la Régie chagrine.

Et cela ennuie peut-être aussi la direction de la Régie elle-même, puisqu'elle sacrifie, pour les besoins de sa cause, une des parties les plus efficaces de son budget publicitaire, et pas la plus onéreuse : 200 millions de francs (le déficit officiel de Renault pour 1984 est de... 12,5 milliards de francs).

Le véritable problème, à

Renault comme ailleurs, c'est de se préparer à défendre les acquis des travailleurs contre des patrons pour qui les licenciements sont devenus un des meilleurs moyens de dégager des capitaux frais qui iront alimenter la spéculation internationale. C'est tout et c'est bien assez dans la période actuelle. Et tous les baratins sur la défense de la « technologie » française, le renom de la marque et autres balivernes ne peuvent que contribuer à masquer des problèmes que les patrons se chargent déjà suffisamment d'embrumer.

Jean-Jacques FRANQUIER

□ BILLANCOURT

La CGT sur les chapeaux de roue

Cette semaine, à la régie Renault, l'usine était toujours vide, seuls sont présents des professionnels et quelques employés. Le personnel ne reprendra le travail que les 2 et 3 septembre.

La CGT a poursuivi son opération « haute surveillance » de l'usine, chaque nuit des équipes de militants effectuent des rondes afin de s'assurer que la direction n'emène pas du matériel vers l'étranger.

Dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 août, la CGT a intercepté un camion immatriculé en Irlande, qu'elle a bloqué.

Mercredi 28, la grosse préoccupation de la CGT était l'intervention dans la nuit précédente des CRS à Douai pour dégager un train dans lequel se trouvaient des outils en partance pour l'Espagne, qui était bloqué par les militants du syndicat. Plusieurs dizaines de militants de Billancourt avaient été réveillés dans la nuit.

Au département 59, où une machine qui devait être réparée en Italie était bloquée faute de garanties écrites, la CGT a fini par les obtenir et en fin de semaine dernière, la machine est partie.

Besse, le P-DG de la Régie, s'était opposé à une réunion dans l'entreprise que le Parti Communiste voulait tenir en présence d'Anicet Le Pors.

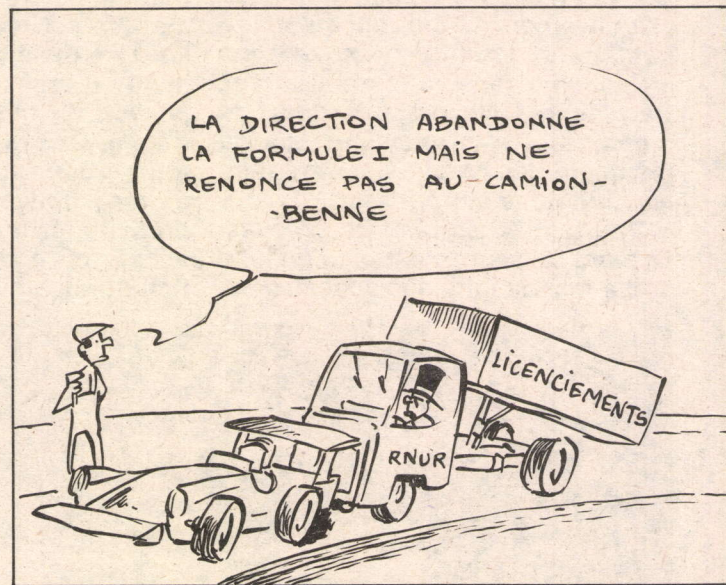
Par ailleurs, la direction de Billancourt a décidé de mettre fin au statut de Daniel Lacroix, le secrétaire de la section PCF Renault-Billancourt.

Lacroix, ancien tourneur, au département 70 depuis 1967, avait obtenu en 1981 un congé sans solde. Il était alors appointé par son parti, mais faisait toujours partie des effectifs.

Chaque année, depuis cette date, à la demande de Lacroix, la direction avait renouvelé sa demande de congé sans solde.

Le 20 mai de cette année, Lacroix demandait à nouveau le renouvellement de son congé. Or la direction a mis fin à cette situation et a envoyé fin juillet une lettre à Lacroix pour lui annoncer qu'il était licencié de l'entreprise sans préavis ni indemnités.

A côté, la direction a fait pleuvoir depuis des mois les sanctions de tous ordres contre les militants de la CGT et du Parti Communiste. Ainsi, la



semaine dernière, un délégué du département 70 (un secteur de professionnels et d'OS) était mis à pied une journée. La direction lui reprochait d'avoir molesté un gardien. Le jour de sa mise à pied mardi 27 août, il est rentré le matin à 7 h dans l'entreprise, escorté par plusieurs dizaines de délégués et syndiqués CGT.

La CGT proteste depuis des mois contre les sanctions dont elle est victime. Les pétitions ne se comptent plus. Les délégations non plus. La semaine dernière, la CGT a appelé les travailleurs à débayer sur cette question. 150 personnes, uniquement des militants et des professionnels, ont répondu à cet appel, ce qui n'était pas si mal en cette période de congés.

Quant à la fameuse « surveillance de l'usine » par la CGT, la direction y répond aussi en essayant d'empêcher les rondes à l'intérieur des locaux et en procédant à la fermeture des portes des bâtiments.

Parallèlement à ces actions pour « sauver Renault » et s'opposer à « la casse », la CGT mène une grande campagne contre ce qu'elle appelle la répression. Et mardi 27 août, elle a convoqué ses militants à 10 h 30 pour les emmener ensuite participer à une action symbolique qu'elle a appelée « Murons la répression » et qui a consisté à édifier deux murs de parpaings devant les deux portes d'entrée d'une annexe de la direction du personnel de la régie Renault. La CGT appelait les travailleurs à rejoindre « les militants CGT qui sont en train de mettre hors d'état de nuire les bureaux de la répression du carrefour Zola ».

Par cette action, les militants de la CGT présents se sont fait plaisir. Certains d'entre eux n'hésitent pas d'ailleurs à l'exprimer ouvertement. Avec toute cette agitation, il

s'agit pour la CGT d'occuper le terrain, de faire parler d'elle, de mobiliser ses militants en faisant en sorte que Renault apparaisse comme le fer de lance, l'exemple à suivre par les militants CGT de la France entière. A Renault, il se passe toujours quelque chose.

D'ailleurs Fournier, le secrétaire de la CGT Renault, lors du débrayage de la semaine dernière, l'avait largement exprimé, précisant à l'égard de ses camarades qu'il fallait continuer à la rentrée en se préparant y compris à occuper les secteurs de l'entreprise qui allaient fermer.

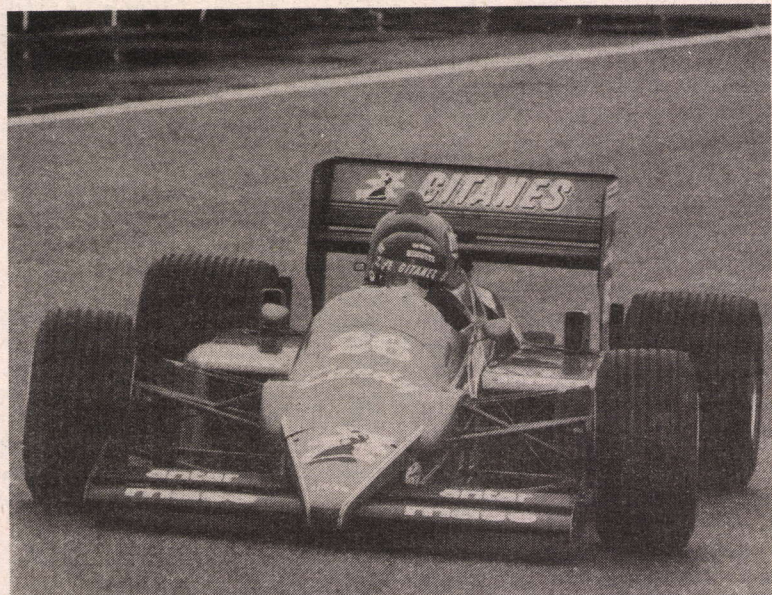
Toutes ces actions, ont été menées en dehors de la présence des travailleurs. L'inconnue est maintenant de savoir comment réagiront ceux-ci.

Dès la rentrée la CGT a programmé, pour le 3 septembre, une réunion large avec Sainjon ; le 5 septembre, elle a aussi prévu une manifestation. Il n'est pas possible de savoir maintenant comment les travailleurs réagiront en septembre. Ce qui est sûr, c'est que les travailleurs éprouvent une certaine méfiance à l'égard de la sincérité et des actions proposées par la CGT.

Pourtant, l'action sera nécessaire puisque Besse n'en restera pas là et l'échéance d'octobre risque d'être lourde. Il s'agira alors de trouver des perspectives autres que celles de s'accrocher à des machines ou à des locaux, en se faisant craindre et en empêchant Besse d'attaquer.

A propos des salaires, notamment, la direction risque fort de voir le mécontentement s'amplifier. Rappelons que les travailleurs n'ont eu que 1,5 % d'augmentation depuis le début de l'année et que la prime de septembre a été largement amputée.

Correspondant L.O.



L'abandon de la formule 1 : une mise en condition pour marquer la politique d'austérité de la Régie.

LES PATRONS VEULENT BIEN PRI

Edith Cresson s'est dite déçue devant les mauvais résultats du commerce extérieur de la France dont la balance a été déficitaire de quelque 20 milliards de francs durant les sept premiers mois de l'année. Le ministre du Commerce Extérieur déplore que les patrons français n'aient pas fait plus d'efforts pour vendre à l'étranger. Et en accord avec la morale de ce gouvernement qui veut qu'on tire gentiment l'oreille aux patrons mais qu'on réserve les coups aux travailleurs, elle propose donc de reprendre les discussions sur la flexibilité des horaires pour réduire les coûts des entreprises.

Pourtant si les chiffres en question ont un sens, c'est bien qu'il ne sert à rien de faire des cadeaux aux

patrons pour redresser l'économie. Ni même simplement pour rééquilibrer les échanges de façon à cesser d'augmenter la dette extérieure.

Ne pas augmenter le déficit des échanges, empêcher les importations de progresser plus vite que les exportations, c'était l'un des prétextes qu'avait utilisés le gouvernement Mauroy-Delors pour abandonner la politique de relance par la consommation, six mois seulement après l'arrivée de la gauche au gouvernement. D'après eux, augmenter le pouvoir d'achat menait à la catastrophe. Car, disaient-ils, les travailleurs consommaient trop, les patrons français n'arrivaient pas à produire assez et de ce fait les achats de produits de consommation étrangers se multipliaient.



Patrons et gouvernement parlent de modernisation mais c'est le renforcement de l'exploitation qu'ils visent.

Michelin

La presque faillite c'était bidon

En avril dernier, Michelin était presque moribond. Du moins c'est ce que l'entreprise avait communiqué aux journaux et au Comité d'entreprise. Les pertes s'additionnaient depuis 1981, atteignant, paraît-il, un total de 9 milliards de francs.

Du coup, la firme avait décidé la suppression de 5 000 emplois parmi ses salariés, sans compter tous ceux supprimés dans les très nombreuses entreprises sous-traitantes.

Du coup, aussi, François Michelin avait appelé à l'aide. Ça n'était, paraît-il, jamais arrivé dans ce temple du capitalisme privé. Mais si François Michelin y a perdu un peu d'amour-propre, les contribuables, eux, y ont perdu beaucoup plus. Les banques nationalisées lui ont consenti des prêts à des taux défiant toute concurrence mais restés secrets. Pour ne pas qu'il soit accusé par ses concurrents du Marché commun d'avoir été subventionné, expliquait très sérieusement un banquier dans l'Express du 26 avril dernier.

En remerciement, Michelin avait reçu Mitterrand dans son usine et posé avec lui devant les photographes.

On apprend maintenant que les larmes n'étaient que celles d'un vieux crocodile et qu'en fait Michelin a réalisé 400 millions de francs de bénéfices durant les six premiers mois de l'année.

Et ce ne serait que la première bonne nouvelle pour les actionnaires. Une émission d'actions étant prévue prochainement le journal Les Echos commente : « Si la direction se refuse à tout commentaire actuellement, nul doute qu'elle se réserve d'autres informations sur la santé financière du groupe, qu'elle distillera alors à bon escient avant l'opération pour que Michelin apparaisse en temps voulu dans ses plus beaux atours. »

Bref, ça marche plus mal pour l'emploi à Clermont-Ferrand, mais le soleil brille à nouveau pour la famille Michelin.

P.V.

LA MÊME POLITIQUE QUE LA DROITE

Le gouvernement Mauroy, puis le gouvernement Fabius, se sont donc mis à mener la politique inverse.

Une politique identique à celle des précédents gouvernements de droite, consistant à réduire les salaires, à laisser les patrons licencier à leur guise, à les couvrir d'aides et de subventions de toutes sortes, pour que, paraît-il, ils se modernisent et deviennent plus capables d'aller vendre sur les marchés étrangers. Il faut, a répété Mauroy, et ressasse encore Fabius, moderniser l'industrie. Les mois passant, le gouvernement qui a entre temps carrément jeté par-dessus bord la défense de l'emploi, a même fait de l'équilibre de la balance commerciale, son principal leitmotiv.

Mais pour cela, il aurait fallu que les capitalistes français acceptent de créer de nouvelles capacités de

production, qu'ils ne se contentent pas d'acheter des machines pour diminuer la main-d'œuvre quand les aides de l'Etat rendent les premières plus rentables. Il aurait fallu qu'ils acceptent de prendre quelques risques pour se frotter à la concurrence des autres bourgeois des pays industriels : l'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon.

Ici sert qu'à revendiquer le droit de rendre plus flexibles les horaires de travail. Et avec quelques succès puisqu'il se trouve des Edith Cresson et un gouvernement pour les aider à obtenir satisfaction.

Exporter, bien sûr, les patrons veulent bien. Mais à condition que cela soit sans risque. Les seuls sec-

Mais les grands discours sur la concurrence internationale, le patronat les tient seulement quand il s'agit de demander plus d'aides à l'Etat et de clamer la nécessité de réduire les salaires et les emplois. La concurrence internationale ne leurs dans lesquels les exportations françaises dépassent large-

Wonder

Tapie a menti et veut lic 519 travailleurs

En novembre dernier, quand Tapie avait pris le contrôle de Wonder et demandé à ce que l'entreprise soit placée en règlement judiciaire — procédure qui permettrait à Tapie de faire ce qu'il voulait — il y avait déjà eu 740 licenciements sur l'ensemble des usines.

Pour Tapie, prendre de telles mesures, c'était dur, mais nécessaire. Et il promettait à qui voulait l'entendre que c'était les derniers. Parce que le Zorro de l'industrie française n'aurait besoin que de six mois pour faire de Wonder le numéro 1 des piles françaises... Au tribunal de commerce, il promettait emporté dans l'élan d'un grand discours de conserver les usines de Saint-Ouen et de Lisieux.

Il n'a pas fallu neuf mois pour que Tapie abatte ses cartes : dans le

cadre d'un accord avec SAFT — qui cède à Tapie et à Bouygues (un autre requin des affaires devenu son associé pour l'occasion) ses activités grand public Cipel-Mazda —, le nouveau patron vient de décider de licencier 519 travailleurs de Wonder sur les 1 521 qui restent. Selon ce projet, les usines de Saint-Ouen et de Lisieux seront fermées. A Saint-Ouen et dans les agences qui en dépendent, 267 personnes sur 419 seront licenciées, les 152 restantes se voyant proposer un reclassement dans les usines SAFT de Romainville, au siège Cipel de Levallois ou à Cipel-Caudebec.

Si, à la fin de 1984, des travailleurs avaient pu avoir des illusions sur Tapie, il n'en reste aujourd'hui aucune ! Y compris sur les « reclassements » bidon : en novembre dernier, Tapie avait fait des propositions de reclassements dans une SARL... qui n'a jamais été créée ! Sur 120 reclassements proposés lors de cette précédente vague de licenciements, 12 seulement ont été effectifs !

A l'heure qu'il est, à Lisieux comme à Saint-Ouen, qui sont les usines les plus touchées, les travailleurs n'ont pas l'intention d'être considérés comme des victimes consentantes. A Lisieux, aucun travail ne se fait, pendant que la CGT organise ce qu'elle appelle la surveillance des machines. A Saint-Ouen, lundi 26 et mardi 27 août, deux assemblées générales ont réuni à chaque fois une centaine de personnes sur 250 présentes en ce moment. Aucune décision n'a véritablement été prise, les gens hésitent : ne rien faire, c'est la certitude du licenciement ; et se battre, qu'est-ce que ça peut donner ?

La bourse aime les licenciés

Le trust américain ATT, le géant mondial du téléphone a annoncé il y a quelques jours, 24 000 nouvelles suppressions d'emplois. Du coup les actions ATT montent à la Bourse de New York.

Tapie prend le contrôle de Wonder et licencie des centaines de travailleurs. Les spéculateurs français se ruent sur l'action et font — c'était il y a quelques mois — plus que tripler les cours.

Ces gens, ces spéculateurs français ou américains qui ont les « bons tuyaux » en Bourse, savent parfaitement de quoi il retourne : ce sont pour l'essentiel des capitalistes et des dirigeants d'entreprises. Ils ont compris une chose : aujourd'hui les profits des entreprises viennent avant tout des économies faites en jetant des travailleurs à la rue.

NDRE, MAIS PAS ENTREPRENDRE

ment les importations sont ceux subventionnés par l'Etat : l'agro-alimentaire (qui bénéficie des prix élevés garantis par le Marché commun), l'armement qui fait supporter ses frais de recherche au budget militaire, et l'aviation qui procède de même.

Mais produire, par exemple, des machines là où les profits sont moins certains parce que la concurrence étrangères est rude, pas question. En 1981, le gouvernement a lancé un « plan textile » qui prévoyait des aides financières exceptionnellement avantageuses pour aider les capitalistes du secteur à s'équiper en nouvelles machines. Les patrons ont sauté sur l'occasion. Les cotonniers, les bonnetiers, ont remplacé les travailleurs par des machines et réalisé de copieux profits en diminuant ainsi leurs coûts de production. Ces machines ont quasiment toutes été acquises à l'étranger. « Le plan textile aura d'abord fait le bonheur des

importateurs », pouvait écrire en tirant les leçons de l'expérience, *Le Nouvel Economiste* en mai dernier.

L'IMPASSE DU « PRODUIRE FRANÇAIS »

Alors, il ne s'agit pas, devant ce constat, que les travailleurs se mettent à réclamer, comme fait le Parti Communiste, de « produire français ».

Produire en France, cela serait certainement mieux que de laisser les capitalistes français investir leurs profits et l'argent pris dans les poches de la classe ouvrière dans des spéculations financières, où que ce soit d'ailleurs. Mais le problème, c'est que les patrons, tant qu'ils seront maîtres dans leurs entreprises, trouveront toujours les

moyens (avec la complicité de leurs banquiers) de mettre leur argent là où il rapporte le plus à court terme, avec le moins de risques. Pour orienter autrement les investissements, développer une production utile et créer des emplois, il faudrait employer la contrainte. Il faudrait les placer sous le contrôle des travailleurs, ouvrir les livres de comptes des entreprises, surveiller leurs opérations. Il faudrait exproprier les capitalistes récalcitrants. Tout cela exigerait une mobilisation de l'ensemble des travailleurs qui n'existe pas aujourd'hui.

Par contre, ce qui est urgent et possible dès aujourd'hui c'est de refuser de marcher quand, au nom d'un prétendu intérêt général qui n'a jamais existé et n'existera jamais pour les capitalistes, on prétend imposer de nouveaux sacrifices à la classe ouvrière.

Le gouvernement de gauche,

dans sa version Fabius, comme dans sa version Mauroy avec quatre strapontins pour le Parti Communiste, a pour seule fonction de démoraliser les travailleurs en leur présentant ces sacrifices comme inéluctables, comme la seule politique économique possible.

C'est sans doute la seule qui satisfasse les patrons, même si, après être devenus plus gras grâce au gouvernement socialiste, les capitalistes n'en sont pas pour autant devenus moins ingrats vis-à-vis de cette gauche gouvernementale. « Nos profits d'abord », c'est la morale des capitalistes. « Les entreprises d'abord », c'est la traduction dans le langage des ministres. Les travailleurs doivent, eux, d'abord penser à leurs salaires, à leurs emplois et au moyen de les défendre car ce sont eux que visent exclusivement leurs adversaires.

Pierre VERNANT

● Les inventeurs du TUC ont le sourire

En cette rentrée de vacances où de nombreux jeunes arrivent sur le marché du travail, il y a quelques technocrates du ministère du même nom qui sont très contents d'eux. Du moins si l'on en croit un article du *Monde* du 24 août qui affirme que certains d'entre eux nagent actuellement dans la joie. Ils sont « portés à l'euphorie », « grisés par le succès » des... Travaux d'Utilité Collective, les fameux TUC, créés il y a un an.

Quel succès, pensez-vous : à la fin du mois de juillet, 160 000 « tucistes » avaient été rémunérés, si l'on compte l'ensemble des stagiaires passés et actuels dont la durée d'emploi varie de trois à douze mois. Et ces messieurs de se féliciter de ce beau résultat parce qu'il y a un an ils avaient seulement tablé sur un effectif de 70 000. A les en croire, les TUC seraient donc « un coup de génie », rien de moins. La réalité est un peu différente.

Dans les régions rurales où il n'y a pas d'autre possibilité, les jeunes n'ont pas le choix, c'est le tuc ou rien du tout. Mais dans les grandes villes, il en va souvent autrement. C'est dans la région lyonnaise et dans la région parisienne que ça marche le moins bien. Là où les possibilités de trouver des petits boulots sont plus nombreuses, les jeunes ne se précipitent pas pour travailler 20 H payées 1200 F par mois. Du coup les municipalités, les départements et les régions proposent actuellement 90 000 places en TUC qui n'ont pas encore trouvé d'amateurs.

Mais cela n'est pas fait pour entamer le bel optimisme des géniaux inventeurs du ministère du Travail. Les TUC, c'est la solution d'avenir. Car voyez-vous « ce que ces jeunes font pour 1200 F par mois et à raison de 20 heures par semaine, ils ne le feraient pas à temps plein et pour 2400 F car ils se

sentiraient exploités ».

Eh bien, si ! Les jeunes savent compter, ils connaissent même la multiplication par deux, et ils savent quand on se paye leur tête ou pas. Et les TUC, même à mi-temps, c'est de l'exploitation. On ne voit pas au nom de quoi tous ceux qui effectueraient un travail d'intérêt général n'auraient pas droit à un véritable salaire. Sous prétexte de résorber le chômage et de ne pas payer des jeunes chômeurs à ne rien faire, le gouvernement transforme des tâches sociales nécessaires en emplois sous payés.

Pour l'instant, ça marche à moitié. Mais les diplômés des grandes écoles qui s'imaginent avoir inventé le moyen de faire travailler les gens sans les payer se réjouissent un peu vite. Ils ne seront ni les premiers ni les derniers du genre à tomber sur un os.

Jean-Pierre TUDOR

● Escroquerie à l'emploi : un artisan

Plus de 1 800 travailleurs du Bâtiment ont répondu à des petites annonces qui leur promettaient de gros salaires. Plus de 1 000 ont payé 648 F par personne pour frais de « visite médicale » et « frais de dossier » (pratique illégale d'après la législation du travail), et plus de 250, parmi lesquels des chômeurs sans grands moyens, ont fait le voyage jusqu'à Zurich, en payant le billet de leur poche, pour répondre à une convocation d'embauche.

Une fois sur place, ils se sont rendus compte qu'ils s'étaient fait escroquer. Non, cela ne s'est pas passé en Egypte, en Turquie ou en Afrique. Cela s'est passé en France : le directeur d'une société d'intérim, IBI-Mulhouse, avait fait paraître dans les régions du Nord, de Bretagne, du Sud-Ouest, de Lorraine et du Dauphiné, des annonces alléchantes en direction de « toutes personnes qualifiées de tous les corps de métier du Bâtiment, recherchées pour des contrats à l'étranger ». Il s'agissait prétendu-

ment de l'Arabie Séoudite, et il laissait entendre que les salaires seraient de 15 000 à 25 000 F mensuels, exemptés d'impôts, plus une prime de précarité.

Bien sûr, dans la situation actuelle de la crise, notamment dans un secteur très touché comme le Bâtiment, rien de surprenant à ce que des travailleurs soient tentés par des « propositions alléchantes », y compris sans se méfier suffisamment, ou sans avoir les moyens de vérifier la véracité des annonces. Rien de surprenant non plus à ce qu'il se trouve des petits malins pour en profiter !

Les escroqueries de l'emploi ne peuvent que fleurir à la faveur du désespoir de certains chômeurs, ou même simplement de l'inquiétude de travailleurs pour l'avenir de leur emploi. Le patronat dans son ensemble ne donne-t-il pas l'exemple d'une escroquerie d'une tout autre ampleur en empêchant les fonds publics par milliards pour ne pas davantage créer d'emplois ?

Delebarre, ministre du Travail, a déclaré au sujet de cette escroquerie qu'il trouvait « scandaleux que l'on joue avec l'espoir de l'emploi » et il a ajouté : « Cette escroquerie individuelle ne doit toutefois pas faire oublier la moralisation du travail temporaire accomplie depuis quatre ans avec les ordonnances de 1982... »

Il est très facile à un monsieur Delebarre de parler de « moralisation ». Les travailleurs qui ont eu à faire, ou qui ont à faire avec des agences d'intérim savent bien que leurs conditions de travail et de salaire se sont aggravées dans l'ensemble et qu'il faut attendre de plus en plus pour avoir une mission.

Quant à « jouer avec l'espoir de l'emploi » des travailleurs, monsieur Delebarre et ses copains et complices — les dirigeants socialistes —, ils en connaissent, eux aussi, un bout...

Sophie SALMAN

ncier

Mais qu'est-ce que les travailleurs de Wonder ont à perdre ? Ne rien faire, ce serait accepter sans discuter le sort que Tapie a réservé aux licenciés. Pour le moment, une cinquantaine de personnes semblent décidées à faire du bruit, à trouver les moyens de contrer Tapie et de faire la vérité sur les pratiques réelles de la nouvelle coqueluche du patronat français.

Car Tapie, à part le cinéma dont il s'entoure, n'est qu'un patron comme un autre... Et comme tous les autres, il veut licencier, sous des prétextes industriels, pour dégager des capitaux qui lui serviront à on ne sait trop quelle spéculation financière ou immobilière.

Correspondant L.O.

● Voir nos dernières informations page 16.

Si on secouait Tapie ?

Tapie, présenté par les médias comme un redresseur d'entreprises, vient d'apparaître pour ce qu'il est : un licencié.

Derrière Tapie, il y a la Société de Banque Occidentale, filiale à 100 % du Crédit Lyonnais. Par ailleurs, on parle de l'association de Tapie avec Bouygues, entreprise dont le Crédit Lyonnais détient 10 % du capital et cautionne largement les opérations.

Alors, si les ouvrières de chez Wonder viennent envahir le hall du Crédit Lyonnais pour demander des comptes à la direction, elle ne l'aura pas volé.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Crédit Lyonnais).

Vague d'attentats racistes contre des travailleurs de couleur

Dans les quartiers ouvriers de l'agglomération de Londres, ces mois d'été ont été marqués par une recrudescence des attentats racistes.

En juillet, dans le quartier de Limehouse, un jeune Asiatique a échappé de peu à la mort après avoir été aspergé d'essence et transformé en torche vivante par une bande de jeunes racistes.

Le même mois, des racistes ont mis le feu à une maison du quartier d'Ilford qui était habitée par une famille pakistanaise : une mère de famille et ses trois enfants ont trouvé la mort, brûlés vifs dans l'incendie. Puis, début août, la maison d'une famille pakistanaise de Leyton a été incendiée, suivie d'un appartement occupé par des Bengalis dans la cité ouvrière « Electric House » à Bow.

En tout, dans les seuls quartiers ouvriers de l'est de Londres, au moins neuf attentats de ce type ont été commis cet été, visant toujours des logements habités par des familles immigrées — pakistanaises ou jamaïcaines. Heureusement, la plupart n'ont pas fait de victime.

Le scénario est toujours le même : des racistes profitent de la nuit pour verser de l'essence dans les logements par l'orifice de la boîte à lettres ; puis ils y mettent le feu avant de prendre la fuite, non sans laisser sur les murs voisins quelques slogans racistes. Et cela fait déjà plusieurs années que, périodiquement, de tels attentats sont commis à Londres et dans les grandes villes ouvrières du pays, surtout depuis la montée électorale de l'extrême-droite raciste — qui fut de courte durée — à la fin des années 1970.

Rien n'indique aujourd'hui que ces attentats soient le résultat d'une politique délibérée de l'un ou l'autre des groupuscules de cette extrême-droite raciste. Il s'agirait plutôt d'initiatives isolées dont les auteurs sont pratiquement toujours restés inconnus et impunis.

C'est en tout cas ce qu'affirme la police anglaise. Une police qui sait mettre en œuvre les

méthodes de recherche les plus modernes, et des effectifs impressionnants, lorsqu'il s'agit de traquer les membres présumés de l'IRA irlandaise — comme elle l'a fait en juillet en mettant plusieurs villes du pays en état de siège —, mais qui serait incapable de mettre la main sur des nervis racistes qui sont parfois connus de tous !

Il faut dire que dans ce domaine, la police britannique se montre particulièrement inefficace. Selon ses propres chiffres, 691 attaques racistes — bris de véhicules ou de fenêtres, agressions physiques d'immigrés isolés, mises à sac de magasins, incendies criminels — auraient eu lieu à Londres au cours des six premiers mois de l'année, chiffres certainement très en-dessous de la réalité si l'on en juge par la répugnance que montre les autorités à reconnaître le caractère raciste d'attentats tels que les incendies de ces dernières semaines. Mais pour ces 691 attaques, la police n'a effectué que 105 interpellations, sans parler du nombre des agresseurs condamnés — bien plus faible sans doute — qu'elle n'a pas rendu public.

Rien d'étonnant à cela d'ailleurs. La police britannique, comme la police française, a toujours fait preuve d'un racisme notoire. Au point d'ailleurs, qu'en 1981, le refus des brimades racistes de la police avait été l'un des mots d'ordre autour duquel s'étaient ralliés les jeunes émeutiers des grandes villes du pays.

Au lendemain de ces émeutes, le gouvernement Thatcher avait d'ailleurs jugé la situation suffisamment grave pour débloquent des crédits importants, et lancer toute une campagne au travers des « comités pour l'égalité des races », comités auxquels avaient participé non seulement des représentants du gouvernement, mais de nombreux représentants des syndicats, du Parti Travailleur et des organisations communautaires des travailleurs immigrés. Il n'était alors question que de « moralisation » de la police, de rapprochement avec la popula-

tion, de respect des droits des gens de couleur.

Au bout du compte, toute cette campagne a peut-être réussi à faire illusion, au moins pour un temps ; à canaliser la colère de nombreux immigrés, en particulier des jeunes ; à permettre au gouvernement comme aux travaillistes de donner l'impression qu'ils faisaient quelque chose. Mais certainement pas à supprimer le racisme de la police.

Ceux qui se sont aventurés à porter plainte contre des policiers pour racisme, n'en ont le plus souvent retiré que des ennuis. Et pour quelques policiers sanctionnés, comme ces trois gradés de Brixton inculpés il y a quelques mois à la suite de sévices trop voyants, combien continuent aujourd'hui à jouer les shérifs, et à sortir à tout bout de champ matraques et menottes contre les immigrés des quartiers ouvriers ?

Et d'ailleurs, ne serait-ce qu'après les événements de ces 18 derniers mois, comment pourrait-il en être autrement ? Le gouvernement n'a-t-il pas envoyé ces mêmes policiers pendant un an attaquer à la matraque les piquets de grève des mineurs aux quatre coins du pays, et tenir des barages sur les routes des bassins miniers dans le seul but d'intimider les grévistes ? Dans ce domaine, les habitudes se prennent vite. Et aux yeux des pandores, ce qui est pour les mineurs peut bien s'appliquer aussi aux travailleurs de couleur !

Alors le racisme criminel et imbécile de ceux qui s'attaquent aux familles de couleur, et qui le font avant tout parce qu'ils comptent bien jouir de l'impunité, n'est sans doute pas prêt de reculer. En tout cas pas tant que c'est de la police que cela dépendra. Pas tant que les travailleurs, tous les travailleurs qu'ils soient ou non de couleur, ne sauront pas se faire craindre non seulement des nervis racistes, mais aussi de la police elle-même, en montrant leur force collective, et en s'en servant contre ceux qui les attaquent.

François ROULEAU

Watts, vingt ans après



La police en action pendant la révolte de Détroit en 1967. La lutte des Noirs américains fit provisoirement reculer la bourgeoisie.

Le journal trotskiste américain *The Spark*, publie sous le titre *Watts aujourd'hui : les patrons ont repris ce qu'ils avaient cédé en 1965* un article consacré à la révolte de ce quartier noir de Los Angeles.

« Il y a vingt ans, le quartier de Los Angeles appelé Watts s'embrasa. La révolte de la population noire de Watts marqua la fin de dix années passées à attendre que la politique de la non-violence produise des résultats. Watts annonça les gigantesques émeutes urbaines de 1967.

Durant les années soixante, la condition des Noirs était désespérée : chômage élevé, quartiers en pleine dégradation, écoles bondées et inefficaces, brutalités policières, pauvreté permanente et colère croissante. Le 11 août 1965, des policiers de la circulation, qui procédaient à une arrestation de routine, mirent le feu à la poudrière de Watts.

La révolte dura 6 jours. Quand la police et la Garde nationale l'eurent réprimée, 34 personnes avaient trouvé la mort, plus d'un millier étaient blessées, 4000 en état d'arrestation et plus 500 immeubles entièrement brûlés.

Brusquement à Watts la vie commença à changer. Les patrons qui pendant des années n'avaient pu trouver d'emplois pour les Noirs, découvrirent soudain

qu'après tout ils en avaient. Pas seulement des petits boulots à bas salaire mais de vrais emplois dans les usines d'aviation et les autres industries. Tout d'un coup, les policiers trouvèrent utile de marcher sur la pointe des pieds et de refouler leur brutalité. Les patrons, ayant senti la colère de la population en 1964, en 1965 et à nouveau en 1967, furent contraints de relâcher leur étreinte sur les communautés noires.

Mais en 1985 l'étau se resserre à nouveau. Le taux de chômage est supérieur à celui de 1965. Le revenu moyen d'un ménage à Watts était en 1980 de 7700 dollars (environ 60 000 F) avant les coupes sombres dans les budgets sociaux. La drogue, la criminalité et la délinquance sont pires qu'avant.

L'aggravation des conditions a été parallèle au déclin du mouvement noir. En même temps que la population noire se démobilisait graduellement, et que les communautés abandonnaient de nouveau la rue aux policiers, les patrons reprirent petit à petit tout ce qu'ils avaient été contraints d'abandonner (...) »

Kadhafi expulse les travailleurs tunisiens... et provoque l'union sacrée autour de Bourguiba

A la fin de la semaine dernière, on a pu voir la Tunisie répondre à l'expulsion par Kadhafi des Tunisiens qui travaillaient en Libye par le renvoi de 283 civils et diplomates libyens. Le ton est rapidement monté entre les deux pays, et de part et d'autre de la frontière des mouvements de troupes ont eu lieu.

A l'origine de ces bruits de bottes, il y a donc la volonté affichée par Kadhafi, depuis le début du mois d'août, d'expulser 300 000 des travailleurs immigrés qui se trouvent dans ce pays. 92 000 Tunisiens sont visés par cette mesure, mais également près de 100 000 travailleurs égyptiens, des Mauritaniens, Maliens, Sénégalais. Pour l'instant, 23 000 immigrés tunisiens ont déjà été contraints de quitter la Libye en catastrophe,

n'ayant pour la plupart du temps même pas quelques jours pour se retourner, vendre les affaires qu'ils avaient sur place et prévenir leurs proches.

Les autorités libyennes ont apparemment cherché à obtenir que des Tunisiens prennent la nationalité libyenne. L'hebdomadaire *Jeune Afrique* rapporte, entre autres témoignages, celui-ci : « On m'a tendu une feuille verte pour que je change de nationalité. Tous les ouvriers hésitent parce qu'en général ils savent qu'après avoir accepté de prendre la nationalité libyenne, ils seront immédiatement conduits dans un camp d'entraînement militaire ».

Les raisons de cette décision libyenne seraient, selon les dirigeants, les difficultés économiques que connaît actuellement le

pays. Pendant longtemps les ressources pétrolières avaient donné à la Libye, peuplée seulement de 3 millions d'habitants, la possibilité d'assurer à ceux-ci un niveau de vie supérieur à celui des autres régimes de la région, et d'entreprendre toute une série de grands travaux. Du coup, la Libye était devenue le point de chute de nombreux immigrés venus du Maghreb ou d'Afrique pour y trouver du travail. Mais avec la crise et la baisse du pétrole, ces revenus se tarissent.

Pourtant, la crise économique n'explique pas tout. Viennent sûrement s'y greffer des problèmes politiques intérieurs, face auxquels il n'est jamais mauvais de désigner un bouc émissaire « étranger »... En outre, Kadhafi montre une volonté politique évidente de créer, par l'afflux massif

et subit de travailleurs sans ressources qu'ils vont être contraints d'accueillir, des ennuis aux pays voisins, notamment la Tunisie.

C'est d'ailleurs pourquoi les travailleurs soudanais et marocains, pays avec lesquels la Libye entretient des rapports plus amicaux, ont été en grande partie épargnés.

Mais pour l'instant, loin de « déstabiliser » le régime tunisien, comme l'espérait Kadhafi, le retour des immigrés a au contraire entraîné en Tunisie une réaction d'« union sacrée ». L'UGTT, la centrale syndicale tunisienne, a tenu à se solidariser avec le régime face à Kadhafi. Et les partis d'opposition importants, du

Parti Communiste Tunisien aux intégristes musulmans, ont appelé les travailleurs à serrer les rangs autour de Bourguiba... contre l'ennemi extérieur. Ainsi Ahmed Mestiri, le responsable du MSD, un des principaux partis d'opposition, déclarait : « Nous appuyons le gouvernement, et en cas de confrontation armée nous ferons notre devoir de patriotes ».

Ainsi, au nationalisme libyen a répondu le nationalisme tunisien. Quant aux travailleurs, là-dedans, c'est le dernier souci des dirigeants de l'un et l'autre pays, qui se servent d'eux uniquement comme d'une arme contre le pays voisin.

Antoine LEPRINCE

Maroc

Grâce royale sur fond de dictature

Le 21 août, lors de la visite du pape au Maroc, Hassan II avait fait bénéficier de sa « grâce royale » 165 détenus de droit commun. Samedi 24 à Casablanca, il a accordé cette fameuse grâce à 54 détenus, toujours des « droit commun », ressortissants étrangers et chrétiens.

Et lundi 26 août, à l'occasion de la « fête du mouton », 362 détenus étaient à leur tour graciés.

Mais toujours le silence autour des jeunes grévistes de la faim de la prison de Marrakech. Ces étudiants, arrêtés à la suite des émeutes de janvier 1984, sont en grève de la faim depuis juillet 1984. Ils revendiquent le statut de prisonniers politiques et le droit de visite ainsi que celui à l'information.

Transférés en réanimation à l'hôpital de Casablanca, ils sont au secret. Onze prison-

niers politiques de la prison centrale de Kenitra ont entamé au début du mois une grève de la faim par solidarité.

Ces dernières semaines, Hassan II a fait un peu de place dans ses prisons en libérant quelques centaines de petits délinquants ou supposés tels. Monarque de « droit divin », il octroie des « grâces ». Mais son sens de la démocratie s'arrête à ces gestes publicitaires. Car il est une délinquance suprême, intolérable, un crime qui mérite toutes les peines et doit être maintenu au plus profond secret, c'est celui d'oser contester son régime. Deux étudiants grévistes de la faim sont morts pour cela il y a un an et aujourd'hui neuf autres sont dans un état grave.

Hassan II est un roi sanglant et toutes les eaux bénites papales ne suffiront pas à laver le sang qu'il a sur les mains.

Brésil

Les hommes politiques passent, les militaires restent

A l'occasion d'un voyage officiel en Uruguay, un député brésilien, Mme Beth Mendes, a reconnu parmi les diplomates de son pays en poste à l'ambassade, l'homme qui, quinze ans plus tôt, avait été son tortionnaire, le colonel Brilhante Ustra.

Au Brésil, après vingt et un ans de dictature militaire, un régime civil a été instauré en mars dernier. Mais dans un communiqué, le ministère de l'Armée de terre a tenu à affirmer que

l'armée brésilienne « ne reconnaît pas avoir utilisé à aucun moment des méthodes contraires aux droits de l'homme y compris dans sa lutte contre la subversion » durant les années 1970.

L'Etat, c'est l'Etat et, quels que soient les régimes en place, tous les hommes politiques bourgeois le savent et le respectent, tout particulièrement dans cette institution essentielle qu'est pour eux leur armée. Ça peut servir...

M.R.

Nigéria

Un général peut en cacher un autre

Au Nigéria, un général chasse l'autre. Un an et demi après le putsch qui avait mis en place le général Buhari, son second, le général Babangida prend la place. Une révolution de palais de plus, dira-t-on. D'autant que ledit général Babangida n'est pas spécialement un homme nouveau. De 1976 à 1979, il fut membre du Conseil militaire suprême qui rendit le pouvoir aux civils en 1979. Il joua un rôle important dans le coup d'Etat qui renversa le régime civil le 31 décembre 1983, et il fit ensuite partie du Conseil militaire suprême mis en place en janvier 1984 et était chef de l'état-major de l'armée de terre jusqu'à maintenant.

C'est dire si les capitalistes qui ont une partie de leurs intérêts dans ce pays peuvent se rassurer, le pouvoir est resté en de bonnes mains. Il n'est même pas tombé dans celles d'officiers plus « radicaux » qui auraient pu décider par exemple d'annuler les dettes extérieures du précédent régime. Non, les Bouygues, SPI Batignolles et autres Fougerolle (180 entreprises françaises sont implantées au Nigéria et pas des moindres, et l'an passé la France a supplanté la Grande-Bretagne comme principal partenaire économique du pays) peuvent soupirer d'aise. Leurs intérêts au Nigéria ne sont pas en danger.

Pourtant, de l'aveu même des généraux, l'économie nigériane est « au bord de l'effondrement », sous le poids de la dette extérieure. Il faut maintenant entre un tiers et la moitié



Mai 1985 : le précédent régime chasse les immigrants des pays voisins.

des recettes du pays pour assurer le simple remboursement de la dette. Le nouveau général en chef a estimé que la situation économique du pays était « déplorable », que la vie quotidienne de la population était devenue « extrêmement difficile », notamment « à cause des augmentations des produits de base et des impôts ». Mais il ne se propose bien évidemment rien d'autre que de continuer à pressurer la population pour assurer comme par-devant les profits des capitalistes qui pillent le pays.

La population nigériane se trouve dans une situation dramatique. Au sous-développement s'ajoute la misère provoquée par la crise économique. Et ce ne sont pas les expulsions massives et répétées de travailleurs immigrés, venus des pays voisins, dont on a revu les sinistres images à la télévision, qui pouvaient régler si peu que ce soit ce problème posé par la crise économique.

On a vu ces travailleurs pris comme boucs émissaires, et ce

n'était là qu'un exemple de la véritable guerre que mènent les militaires nigériens contre la population pauvre du pays. Tel est le visage que prend la crise économique dans ce pays.

Le Nigéria est loin de l'Europe. On peut se rassurer et se dire qu'ici la crise n'a pas et ne saurait avoir le même visage. Mais ce sont les mêmes qui nous exploitent, nous, travailleurs, ici, en France, qui affament les populations pauvres d'Afrique.

Lors de la précédente crise mondiale, dans les années 1930, c'étaient les mêmes capitalistes, au service des mêmes intérêts, qui pour mieux mener la guerre contre la classe ouvrière et réduire de façon dramatique ses conditions d'existence, ont mis en place des régimes de dictature, ici, en Europe. Alors le Nigéria d'aujourd'hui, c'est peut-être l'image de l'avenir que réserve ce même capitalisme en crise aux travailleurs des pays riches, aujourd'hui encore baptisés démocraties.

Cécile BERNIER

La recherche criminelle de la rentabilité

54 morts, des dizaines de blessés dont 7 dans un état grave, tel est le bilan de la catastrophe de Manchester du 22 août.

Cette nouvelle catastrophe s'ajoute à toute une série d'incidents et d'accidents touchant des Boeing dont celui particulièrement meurtrier du Boeing 747 de la Japan Air Lines qui avait fait 520 morts le 12 août dernier.

La société Boeing est enfin sortie de son mutisme pour déclarer que cela « ne devrait pas ternir son image de marque », ni avoir « d'impact significatif sur la position commerciale de la société » ! Dégager sa responsabilité, plutôt que d'assurer une sécurité maximum, semble être le premier souci de la société Boeing, une des plus importantes du monde avec 4 100 avions en service actuellement. Mais pas moins de sept cas récents de défaillances pendant le décollage ou à la montée ont été enregistrés dans des

Boeing. Selon *L'Humanité* du 24 août, la Société Pratt et Whitney, société américaine fabriquant le type de réacteurs équipant des Boeing 737, a reconnu que l'un des réacteurs des deux Boeing 737, avait récemment explosé. Et d'ailleurs, une enquête avait été demandée par la sécurité aérienne américaine à la suite du même type d'accident survenu le 11 mai dernier sur un Boeing 737 saoudien. En mars 1984, un Boeing 737 d'une compagnie canadienne avait été détruit dans un incendie similaire, faisant 24 blessés. Sur 41 appareils testés à la suite de la catastrophe du Boeing 747 japonais, 23 ont révélé des fissures, des rayures, des ruptures de boulons et autres anomalies dans l'empennage et autour des cloisons de pressurisation ! Plus de la moitié...

Selon *Le Monde* du 27 août, des journaux britanniques ont affirmé dans leur édition du dimanche,

que le moteur gauche du Boeing 737 de Manchester présentait depuis quelques jours des signes de défaillances. Des pilotes, ayant utilisé l'appareil quelques jours avant, avaient signalé des ennuis techniques. Et le journal *The Observer* signalait qu'« une inspection inadéquate et un matériel défaillant sont sans doute à l'origine de l'accident... »

N'empêche qu'au mépris de toute sécurité, et pour son plus grand profit, la British Airtours, filiale de British Airways, avait bourré au maximum cet avion à destination de la Grèce.

Car il s'agissait d'un vol charter. Et si 115 sièges sont prévus dans ce type d'avion pour les vols réguliers, le nombre des sièges passe à 130 pour les vols charters. Et cela a sans doute empêché que l'évacuation se fasse aussi rapidement qu'il aurait été possible.

Selon les témoignages des rescapés, il était diffi-



Août 85 : L'écrasement d'un Tristar à Dallas

cile de s'extraire des sièges, l'allée centrale était trop étroite. A Manchester, cela s'est révélé être un piège mortel pour les passagers. Et Boeing prévoit la construction prochaine d'avions de 1 000 places et plus...

De plus, si la British Airways a commencé récemment à équiper certains de ses appareils de sièges recouverts d'un tissu plus

résistant au feu, cela n'avait pas encore été fait sur l'appareil en question.

Tout cela constitue un faisceau de faits accablants contre les sociétés Boeing et autres Pratt et Whitney. Mais dans cette société folle, c'est la recherche de la rentabilité et du profit maximum qui importe et pas la protection des vies humaines.

Céline HOGAN

Union Carbide

Les fuites continuent

Encore une fuite dans une usine Union Carbide. Elle s'est produite, le 26 août, dans une usine de Virginie, toujours aux Etats-Unis, et n'a lâché « que » de l'acide chlorhydrique, pendant que les milliers de personnes étaient rassemblées non loin pour écouter un concert.

Cela fait la troisième fuite en un mois. Voici ce qu'écrit le journal *The Spark* à propos des précédentes en dressant la liste des mensonges de ces empoisonneurs.

« Dimanche 11 août, un nuage de produits chimiques toxiques s'est échappé d'une usine de l'Union Carbide, située en Virginie occidentale, à Institute.

Leur première tentative de dissimuler la vérité a eu lieu au moment même de la fuite. Il a fallu 20 minutes aux dirigeants d'Union Carbide pour alerter les autorités locales en les informant de la fuite. Et ils ont attendu 36 minutes avant de déclencher l'alarme sonore afin de mettre le public en garde.

Il a alors fallu que les dirigeants de Union Carbide expliquent ce retard. Ils ont rejeté la responsabilité sur le fait que leur système informatique avait subi une

défaillance l'empêchant de détecter le nuage. Mais la société installatrice de l'ordinateur a fait savoir le lendemain que Union Carbide ne lui avait jamais demandé que ses ordinateurs soient programmés pour le produit qui a fui le 11 août.

Quelle était la nature exacte de ce produit ? D'abord, la société déclara que c'était de l'oxyde aldicarbe, un produit qu'elle qualifia seulement de puissant irritant pour les yeux. Alors que dans la propre nomenclature de Union Carbide, l'oxyde aldicarbe est classé dans la catégorie la plus toxique, celle où figurent les produits pouvant provoquer des cancers, des malformations à la naissance, des dégâts génétiques et des troubles irréversibles du système nerveux.

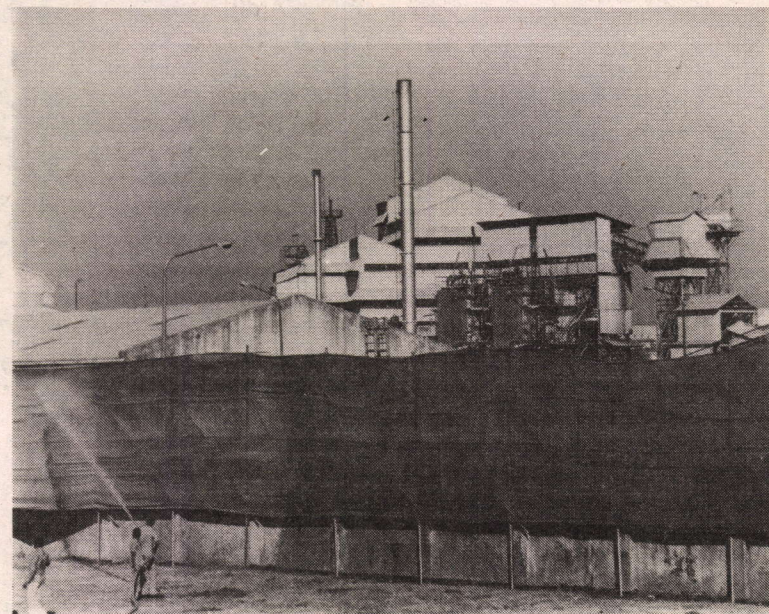
Et les mensonges se sont poursuivis. Plusieurs jours après l'accident, les enquêteurs fédéraux découvrirent que le principal produit qui avait fui n'était finalement pas de l'oxyde aldicarbe mais que les deux tiers du nuage gazeux étaient du chlorure de méthyle, un toxique du système nerveux soupçonné d'être cancérigène.

Union Carbide est la même société qui à Bhopal, en Inde, avait causé la mort

de plus de 2 000 personnes et rendu malades des milliers d'autres toujours du fait de la fuite d'un produit toxique. Union Carbide avait alors rendu responsables les travailleurs de l'usine et le gouvernement de là-bas. Les porte-parole de la firme avaient véhémentement affirmé que ce genre d'accident ne pourrait jamais arriver aux Etats-Unis.

Mais ce genre d'accident s'est produit. Et celui-là n'est pas le premier. Il y a quelque temps, il y avait eu une fuite à l'usine du sud de Charleston qui avait rendu malades un certain nombre de gens. Et quelques jours après la fuite d'Institute, une autre petite fuite a de nouveau eu lieu dans cette même usine du sud de Charleston. (...)

« Cela ne se reproduira jamais », affirmaient les patrons de l'Union Carbide après la tragédie de Bhopal. Et ils ont continué de répéter la même chose durant la dernière série de fuites. Il faudrait que nous soyons fous pour croire des gens qui n'ont cessé de mentir. Tant que ces sociétés privées contrôleront l'industrie chimique, les gens vivant près des usines et les travailleurs seront assis sur une bombe chimique à retardement. »



A Bhopal, le même trust avait tué plus de 2000 personnes

Curés de père en fils ?

Environ 150 prêtres défrqués et mariés ont participé dimanche dernier à Arricia, près de Rome, à un forum destiné à convaincre l'Eglise d'autoriser le mariage des prêtres. Ils estiment que cette mesure permettrait de remédier à la

pénurie de prêtres dans le monde.

Bref, les vocations religieuses se perdent, et la chair est faible. Alors, face à ce problème certains curés cherchent à mettre en vigueur le vieux précepte : « Croissez et multipliez ».

FILMS

« Strangers kiss »

de Mathew Chapman

L'histoire se déroule à Hollywood en 1955 et a pour thème... le tournage d'un film.

Dans le film de 1955, un boxeur tombe amoureux d'une danseuse de boîte de nuit, qu'il tente de délivrer de son protecteur.

A force de s'embrasser devant la caméra, les deux acteurs, Carol et Stevie, finissent par confondre leur rôle et leur vie. Malheureusement, dans sa propre vie aussi Carol

a un protecteur : un promoteur immobilier qui de surcroît est le sponsor du film. C'est lui qui, en échange de son argent, a imposé sa maîtresse comme actrice principale...

Bien que l'idée de faire un film sur un film ne soit pas particulièrement originale, elle est exploitée ici avec beaucoup de talent. On a vraiment l'impression de voir un film à deux étages. Les acteurs, qui interprètent de façon moderne leur rôle

de 1985, deviennent maladroits et ringards dans le film de 1955 (en noir et blanc comme il se doit).

De plus, le film à l'intérieur du film a réellement été tourné en 1955, sous le titre de *Killer's Kiss*. Son réalisateur, Stanley dans le film de 1985, avait vraiment pour prénom Stanley... et pour nom Kubrick.

Jean-Louis CHAMPENOIS

« Strictement personnel »

de Pierre Jolivet

Un policier lyonnais vient d'être muté aux Archives : il n'aime qu'écrire et, quand il se met à chasser le voyou, son



sens de la psychologie lui joue des tours. Pierre Arditi, qui incarne le policier, a une drôle de famille à qui il rend visite à Paris. Son père est remarié avec une belle blonde à double vie, sa sœur apprend la danse à des jeunes filles (mais que se cache-t-il derrière les cours de danse ?), quant à son frère, drogué, il apparaît pour disparaître aussitôt.

Le policier n'est pas loin de penser que la famille, c'est bien, mais vue de loin. Mais c'est trop tard. Lui qui n'aime que la tranquillité et surtout pas jouer au policier, il va être servi, et plutôt trois fois qu'une, et mènera l'enquête à sa façon.

Les comédiens sont bons, et Pierre Arditi campe un flic à la personnalité peu ordinaire.

Guy FICHET

« Parole de flic »

avec Alain Delon

Un flic, Alain Delon, vivant de ses rentes depuis dix ans sur une île africaine, revient à Lyon venger la mort de sa fille tuée par un commando de l'ordre : cinq hommes masqués de cagoule veulent assainir la ville en fusillant, sans jamais laisser de survivants, les petits casseurs, les immigrés, les drogués, les homosexuels... Quel est leur chef mystérieux ?

Un sujet qui en vaut peut-être d'autres. Mais on n'accroche pas. Les personnages sonnent faux. Quant aux poursuites et bagarres, on a déjà vu plus spectaculaire.

Par contre, on voit Delon qui a, paraît-il, suivi pour les besoins du film un long entraînement en salle de musculation, sous tous les angles. Mais le plus bel homme du monde ne peut donner que ce qu'il a...

T.R.

Sélection cinéma

dans les salles parisiennes

Films récents...

LA ROSE POURPRE DU CAIRE.
de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran. Gaumont-Les-Halles 1^{er} (vo). Capri 2^e. Studio de la Harpe 5^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Champs-Élysées 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Escorial 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Bienvenue 15^e. Gaumont Convention 15^e.

LA FORÊT D'EMERAUDE.
de John Boorman.

Une aventure imaginaire mais passionnante au cœur de la forêt amazonienne. Forum Orient Express 1^{er} (vo). Rex 2^e. Bretagne 6^e (vo). Danton 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Français 9^e. Fauvette 13^e. Gaumont Sud 14^e. Gaumont Convention 15^e. Clichy Pathé 18^e.



VISAGES DE FEMMES.
de Désiré Ecaré.

Quelques portraits de femmes africaines en quête d'émancipation. St-André-des-Arts 6^e (vo). 14 Juillet Bastille 11^e (vo).

LA ROUTE DES INDES.
de David Lean.

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens. Berlitz 2^e. Palace 5^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo).

AMADEUS.
de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse. Vendôme 2^e (vo). Lucernaire 6^e (vo). Odéon 6^e (vo). St-Lazare Pasquier 8^e. George V 8^e (vo). Trois Parnassiens 14^e (vo).

LA DÉCHIRURE.
de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine aux Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur. Opéra Night 2^e. Cinoches 6^e (vo).

PALE RIDER.

Un western de et avec Clint Eastwood.

VO : Forum Arc en Ciel 1^{er}. Hautefeuille 6^e. Paramount Odéon 6^e. Marignan 8^e. Paramount Mercury 8^e. VF : Maxeville 9^e. Paramount Opéra 9^e. Bastille 11^e. Nation 12^e. Fauvette 13^e. Paramount Galaxie 13^e. Mistral 14^e. Montparnasse Pathé 14^e. Montparnasse Paramount 14^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e. Paramount Maillot 17^e. Wepler 18^e. Gambetta 20^e.



... et moins récents

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH.

Une réédition du film de 1956. Avec Kirk Douglas et Anthony Quinn dans les rôles de Van Gogh et Gauguin !...

Olympic St-Germain 6^e (vo). Reflet Balzac 8^e (vo).

SOLEIL VERT.
de Richard Fleischer.

Film d'anticipation ? Une vision très pessimiste d'un monde de l'avenir. Arcades 2^e.

L'EAU ET LES HOMMES.
de Pierre Willemin.

A voir pour une suite d'images extraordinaires qui nous laissent pantois ; la paroi interne de la « Géode » constitue un écran géant.

La Géode 19^e.

UN FAUTEUIL POUR DEUX.
de John Landis, avec Eddie Murphy.

Un Blanc richissime perd sa place de fondé de pouvoir au profit d'un Noir misérable. Des scènes désopilantes et grinçantes. George V 8^e (vo). Montparnasse 14^e.

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ?
de Robert Aldrich.

L'histoire des rapports de haine et de passion entre deux sœurs. Un film émouvant.

Ciné-Beaubourg 3^e. Olympic Luxembourg 6^e. Olympic Entrepôt 6^e.

PAIN, AMOUR ET FANTAISIE.
de L. Comencini.

Une histoire d'amour dans un village des Abruzzes. Une comédie alerte. Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

MOTS CROISÉS

| | | | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| I | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | |

VERTICALEMENT. — 1. Dégustent. Fisse rougir. 3. Orientation. Ouvertes. 4. Tatés dans un complet désordre. Commence le travail. 5. Friserais. 6. A laine et à lait. Suspend ou fait la pause. 7. Association. Métal. 8. On peut être et ne pas avoir. Jaune rouge. Luit au milieu. 9. Arrivé. Moulais. 10. Dans la fève, mais pas dans la galette.

HORIZONTALEMENT. — I. Permet de faire un nid. II. Font rougir. III. Attention. Magistrat. IV. Entre Suède et Norvège. Symbole chimique. V. En Pays de Loire. Fait rougir. VI. Fit rougir. Arme phonétique. Acide. VII. Déguste. VIII. Risquerai d'abuser. IX. Orientation. Ben ça alors ! X. Momie de légende.

Solution du numéro précédent

| | | | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| I | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | |

Sélection

Samedi 31 août

20 h 35. A2. Festival du cirque de Monte-Carlo. Un spectacle de cirque de grande qualité. Pour les jeunes et les moins jeunes.
20 h 40. TF1. Au théâtre ce soir : **Donogoo**, pièce de Jules Romain (1930). Imposture et erreur scientifique. Jules Romain écrivit avoir voulu « fournir une occasion de réfléchir joyeusement à quelques-uns des ressorts et mécanismes essentiels de notre civilisation ».

Dimanche 1^{er} septembre

20 h 35. TF1. Cargaison dangereuse. Film américain avec Gary Cooper et Charlton Heston. Mystères autour d'un navire abandonné.
22 h 10. A2. Harlem nocturne : **Billie Holiday** (deuxième partie). Les dernières années de la célèbre chanteuse de blues, minée par la drogue, la prison, la maladie.
22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : **Le roman d'un tricheur** de Sacha Guitry (1936). Un éloge de la malhonnêteté...

Lundi 2 septembre

20 h 35. TF1. Psychose, film d'Alfred Hitchcock (1960). Un des plus célèbres films

du spécialiste du suspense.
20 h 35. A2. Première partie d'un téléfilm, **Enola Gay**, dans le cadre des **Dossiers de l'écran**. Les préparatifs des vols de lancement des deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki.
20 h 35. FR3. L'argent, film de Robert Bresson (1982). Un jeune livreur, victime d'une injustice, est entraîné dans un cambriolage.

Mardi 3 septembre

20 h 35. A2. Les Dossiers de l'écran. Deuxième partie du téléfilm **Enola Gay** sur le bombardement atomique de Hiroshima et Nagasaki. Participent au débat, entre autres, le bombardier et le navigateur de l'**Enola Gay** (l'avion qui lâcha les bombes), des survivants d'Hiroshima, des écrivains, des scientifiques.
20 h 35. FR3. Dr Jekyll et Mr Hyde, film de Victor Fleming (1941). Une des nombreuses adaptations de la nouvelle de Stevenson.

Mercredi 4 septembre

20 h 35. FR3. Cinéma 16 : Les saltimbanques, téléfilm en deux parties de J.L. Comolli et Maurice Failevic. En mai 1944, une troupe de comédiens ambulants est entraînée dans un village occupé par l'armée alle-

mande pour tourner un film.
21 h 35. TF1. L'école des femmes, comédie de Molière enregistrée au Théâtre de Gennevilliers. La misogynie tournée en dérision.
21 h 45. A2. Carolyn Carlson Solo. Une occasion de découvrir la danse moderne par une des plus grandes danseuses actuelles.

Jeudi 5 septembre

20 h 35. FR3. Les saltimbanques (deuxième partie).
22 h. A2. Résistances. Emission de Bernard Langlois. **L'école et les Droits de l'Homme.** Comment des enfants découvrent les problèmes des Droits de l'Homme.

Vendredi 6 septembre

20 h 35. A2. Marcheloup (cinquième épisode). La famille Chambarcaud confrontée aux difficultés économiques de l'après-guerre.
21 h 30. FR3. Noir sur blanc : le projet multiracial. Les difficultés d'intégration de musiciens noirs en France.
23 h. A2. Ciné-été : L'acrobate, film de Jean-Daniel Pollet (1975). Léon, garçon à tout faire de bains-douches, transforme sa vie en devenant danseur de tango.

Des romans à lire...

- Une saga historique par l'écrivain nord-américain J.A. Michener

« L'alliance »

Au travers de la succession des différentes générations de trois familles (noire, hollandaise, anglaise), c'est la longue histoire de l'Afrique du Sud, depuis ses premiers occupants (Bochimans, Xhosas puis Zoulous) jusqu'à la colonisation hollandaise avec ses fermiers (les Boers) et la mise en place de l'esclavage, jusqu'à la conquête de l'Angleterre bourgeoise et impérialiste du XIX^e siècle qui mit près d'un siècle à soumettre les fermiers boers esclavagistes. Michener suit les descendants de ces trois familles jusqu'aux révoltes des années 1960 et 1970.

Il conclut son livre sur l'espoir que Noirs et Blancs rejettent la violence pour créer une société multiraciale. C'est là le vœu pieux d'un libéral américain, que les événements actuels démentent de manière radicale.

Mais cette longue saga historique est néanmoins passionnante (et la première partie est la meilleure).

- D'Alan Paton, écrit en 1947

« Pleure, ô pays bien-aimé »

Dans un misérable village d'Afrique du Sud, un vieux pasteur noir a vu partir pour Johannesburg son frère, puis sa sœur, et finalement son propre fils. Depuis, plus de nouvelles d'eux. Il décide alors de partir lui-même à leur recherche. Mais dans la grande ville, il va découvrir la haine raciale et la violence des rapports entre Blancs et Noirs qui éclatent partout au grand jour. Son frère

est devenu un militant qui organise les mouvements de protestation des Noirs, sa sœur se livre au trafic de l'alcool, et son fils vient de tuer un Blanc.

Ecrit en 1947 par un écrivain blanc réformateur et bien-pensant, ce livre est avant tout un témoignage sur la vie des Noirs au moment où allait s'instaurer le régime de l'Apartheid.

- D'Elsa Joubert

« Le long voyage de Poppie Nongena »



Avec les mots simples d'une femme noire qui n'aspire qu'à vivre en paix auprès des siens, Poppie nous fait le récit du long voyage de sa vie en Afrique du Sud. Elle nous raconte sa famille installée à Uppington et Lamberts Bay dans la province du Cap. Son expulsion, avec les autres Xhosas (son ethnie) dans les cités noires du Cap. Les tracasseries

sans fin liées au système du pass et les rafles de la police qui poussent les femmes à « retourner dans leur pays », les bantoustans, où elles n'ont bien souvent jamais mis les pieds ; tandis que les hommes doivent accepter n'importe quel travail pour nourrir les leurs. Enfin, en 1976, le cri de révolte des enfants de Soweto et des autres cités noires.

LIVRES

« La macération »

de Rachid Boudjedra

En Algérie, un homme raconte ses souvenirs tout en triant les cartes postales que son père a envoyées à la famille durant ses nombreux voyages.

Ce père, homme d'affaires, grand voyageur, ne s'est jamais beaucoup préoccupé de sa famille. Il a été marié à cinq femmes et la dernière, de reli-

gion juive, est mourante. Comment faire pour l'enterrer alors que la religion familiale est musulmane ? C'est le problème de l'auteur.

Le père, mourant lui aussi, n'est pas un personnage très sympathique et, malgré cela, influence beaucoup son fils. Ce fils dont l'esprit vagabonde

à s'imaginer la vie du père.

Bref, son esprit « macère », il « macère » et nous « macérons » avec lui durant 293 pages. C'est un roman lent, long et pas vraiment passionnant.

Fabienne PERIN

La macération de Rachid Boudjedra. Ed. Denoël. 98 F.

« Le village »

d'Ivan Bounine

Paru en 1909, ce roman fit scandale en Russie parce qu'il osait dire une certaine vérité sur la vie des moujiks sans l'idéaliser comme on avait l'habitude de le faire à cette époque dans la littérature.

Et c'est un portrait vraiment noir que brosse Ivan Bounine, dans ce roman, des paysans russes des années 1905-1906. Qu'ils soient riches ou misérables, ils sont brutaux, sales, cupides, incultes, ivrognes et méchants...

On est impressionné par l'extrême misère des moujiks russes. On perçoit aussi au passage l'écho de la Révolution russe de 1905, les espoirs qu'elle suscite à la campagne avec la création du Parlement tsariste, la Douma, le sentiment aussi que les grands propriétaires ne sont plus aussi puissants, qu'on pourrait leur prendre leurs terres, ce qui provoque de temps à autre des révoltes et des règlements de compte.

Cependant, malgré ces aspects intéressants, ce qui domine est une peinture si peu flatteuse des paysans russes qu'on est tout de même vite lassé de l'énumération d'autant de turpitudes et de sentiments vils chez tous les personnages.

C.L.

Le village d'Ivan Bounine. Ed. Stock. Collection Cosmopolite. 255 pages. 38 F.

de l'Afrique du Sud...

• D'André Brink

André Brink, l'écrivain blanc sud-africain le plus connu en France et le plus traduit, est donc celui qui a le plus contribué à faire connaître ici et à dénoncer le système odieux de l'Apartheid. Ses ouvrages sont édités chez Stock et pour la plupart au Livre de Poche.

• Un roman de Harry Bloom

« Emeute au Transvaal »

Nelstroom, 1953, au Transvaal, est une petite ville ordinaire d'Afrique du Sud. Il y a la ville blanche et la ville noire : « la réserve », avec ses barbelés, l'obligation des laissez-passer pour les Noirs, la répression et les humiliations quotidiennes. La réserve, c'est le ghetto, un camp de concentration où l'administrateur blanc Du Toit sévit. Mais Du Toit en fait trop. L'éméute éclate, parce qu'une laveuse de linge a été cognée par les policiers.

Des militants communistes noirs, venus clandestinement dans cette réserve, tentent à leur façon de diriger le mouvement, de lui donner des objectifs. L'écrasement de la révolte suscitera de nouveaux militants, prêts à prendre la relève.

Il n'y a pas un mot de cette histoire fictive qui ne soit d'une terrible actualité.

Ce livre est aujourd'hui difficile à trouver, sauf en bibliothèque, ou chez certains bouquinistes.

• Romans et nouvelles de Nadine Gordimer



Romancière blanche sud-africaine célèbre, ses livres défendant la cause des Noirs ont été longtemps interdits. Ce fut le cas, 12 ans, pour *Un monde d'étrangers* publié en 1958 et 6 mois pour *Fille de Burger*. Le fait d'être devenue un écrivain connu et traduit dans le monde entier a finalement rendu la censure plus tolérante. En France, outre les trois ouvrages ci-dessous, a été publié aussi un autre roman, *Ceux de July*. Elle est éditée chez Albin Michel.

« Au plus noir de la nuit »

Joseph Malan, un acteur de théâtre noir sud-africain, tente de monter sa propre troupe. Il trouve quelques appuis, y compris financiers, de la part de bourgeois libéraux blancs. Très vite, il est en butte aux tracasseries, à la censure et même aux arrestations. Ses acteurs le lâchent l'un après l'autre. En même temps, il tombe amoureux d'une étudiante anglaise.

L'Apartheid, vu surtout avec les yeux de la petite-bourgeoisie noire. Interdit aussitôt que publié en Afrique du Sud, sous prétexte de « pornographie », en fait, un véritable réquisitoire antiraciste.

« Un instant dans le vent »

Au travers l'amour impossible entre une Blanche et un esclave noir en fuite en 1749, la vie des Noirs et des Blancs dans la ville esclavagiste du Cap au XVIII^e siècle.

L'histoire reste actuelle malgré les 230 ans écoulés. Mais des Noirs qui, comme celui du roman, affirment : « Je ne suis pas un esclave » ne sont plus aujourd'hui des exceptions.

« Une saison blanche et sèche »



Ben Du Toit est professeur blanc, bon père de famille, croyant et religieux, et partisan de l'ordre.

En 1976 éclate à Soweto la grande révolte des élèves noirs. Un Noir, le balayeur de l'école où il enseigne, disparaît pour avoir cherché ce qui était arrivé à son fils emprisonné et certainement mort sous la torture. Ben Du Toit croit qu'en intervenant auprès de la police et si nécessaire auprès des juges tout rentrera dans l'ordre. Au fur et à mesure qu'avance son enquête, il découvre perquisitions, filatures, chantage, assassinats, tortures, ainsi que les parodies de justice qui maintiennent l'Apartheid. On ne trouble pas impunément le pouvoir blanc...

Un roman qui témoigne de ce qu'a été le climat de l'époque bien qu'il se cantonne surtout à décrire le milieu blanc, avec son aveuglement et son ignorance douillette et confortable.

« Un turbulent silence »

Une révolte d'esclaves en 1824 sur une plantation, à l'époque où les premiers colons hollandais commencent à s'opposer aux Anglais.

L'affrontement entre Noirs et Blancs est devenu inéluctable. Les événements sont racontés successivement par les différents protagonistes du drame, Blancs, Noirs et Métis de la plantation. C'est ce qui fait la force de ce grand roman anti-esclavagiste.

« Le mur de la peste »

Un couple d'intellectuels sud-africains, lui Blanc, elle Métisse, exilés en France, préparent un film sur la peste qui ravagea la Provence... au Moyen Age.

Mais on sort vite du cadre étriqué de ceux qui se réfugient dans la peste des siècles passés pour fuir celle du présent. Andréa rencontre un syndicaliste sud-africain noir, et militant de la Conscience Noire. Au fil des pages l'Afrique du Sud devient plus présente, celle des déplacements forcés vers les bantoustans, celle de la répression policière, mais aussi celle de l'organisation ouvrière dans les syndicats antigouvernementaux.

Une force de lutte que Brink sent invincible.

« Un monde d'étrangers »

Toby, un jeune et riche londonien, plein de préjugés et fier de sa classe, débarque à Johannesburg avec la ferme intention de ne pas se mêler de politique. Lié d'amitié avec un Noir, il se fait embarquer par la police, sermonner, sa secrétaire choquée de l'avoir vu trinquer avec des Noirs démissionne. Son ami est tué par la police, alors Toby choisit le camp des Noirs.

Sur un ton de l'ironie froide, ce roman riche d'informations sur la mentalité et les divers milieux où évolue le héros constitue un témoignage contre l'Apartheid.

« Fille de Burger »

Fille de Burger nous fait approcher le milieu du Parti Communiste Sud-Africain. Rosa Burger, l'héroïne, est la fille d'un chirurgien afrikaner, qui est l'un des dirigeants du PC interdit.

Pour Rosa, la vie serait facile, s'il n'y avait les perpétuelles alarmes, les menaces de la police secrète. Sa mère, puis son père meurent en prison. Etre fille de Burger est décidément un bien lourd héritage pour la jeune Rosa. A son tour elle doit vivre sous la surveillance constante de la police, ses relations sont fichées, ses déplacements contrôlés.

« Quelque chose là-bas »

Au travers de personnages et de milieux variés, ces nouvelles donnent une image de l'Afrique du Sud actuelle, où l'on sent l'affrontement qui se prépare. Une partie de la population blanche prend cons-

cience que les choses sont en train de changer, certains aident au changement, d'autres le redoutent. Cependant que chez les Noirs, des militants ont pris le chemin de la lutte clandestine.

• Nouvelles et récit de Breyten Breytenbach

L'auteur Breyten Breytenbach a organisé, dans les années 1973-1974, un réseau de Blancs sud-africains d'aide à l'ANC dans l'émigration. Il est revenu à Johannesburg en 1975 dans le but de

l'implanter sur place. Il n'a pas fallu 19 jours à la terrible police secrète, le « Boss », pour l'arrêter. Condamné à 9 ans de prison, il a continué à militer. Découvert, il eut un nouveau procès.

Breytenbach a écrit de nombreux textes poétiques et un récit, *Les mémoires d'un terroriste albinos* (Ed. Stock), où il raconte au jour le jour le voyage dans cette machine à broyer qu'est le système carcéral sud-africain.

Breyten Breytenbach est éditée chez Stock.

« Mouroir »

Mouroir est un recueil sur la vie en prison, à mi-chemin entre la psychanalyse et la poésie. Alternent, en chaud et froid, les souvenirs de son enfance d'Afrikaner campagnard, avertis, comme dans un rêve, et brutalement les pires atrocités de la prison : le condamné à mort qu'on va pendre, le sang, la mort au quotidien. A travers le texte poétique, un humour cinglant qui dénonce cette société où chacun des « non-Noirs » qui la domine, vit comme si l'Apartheid n'existait pas, où celui qui se révolte parmi eux est acculé à vivre aux limites de la folie.

Un film sur l'Apartheid

au centre Georges Pompidou

« La dernière tombe à Dimbaza »

Pour ceux qui n'ont pas eu l'occasion de le voir au cinéma, ce document filmé est présenté en vidéo à Beaubourg (sur téléviseurs individuels de la bibliothèque). C'est un témoignage simple et bouleversant sur la vie quotidienne des Noirs sous le régime de l'Apartheid. Aucune mise en scène : le film a été tourné clandestinement sur place et les images choquantes et inoubliables se passent de commentaire. La vie de tous les jours, c'est la misère et la promiscuité. Ce sont les éboueurs qui courent, la poubelle sur l'épaule, car le camion de ramassage ne s'arrête pas. Ce sont les morts continuelles d'enfants qui amènent à creuser à l'avance les tombes en séries. C'est la grève battue qui se termine par la reprise individuelle des ouvriers. Mais la plupart n'ont pas de travail et croupissent dans les bantoustans, l'accès à la ville leur est même interdit.

En face on n'oublie pas de nous montrer ceux qui profitent : les banques, les trusts. Et pour les défendre et défendre du même coup leurs privilèges, des Blancs entraînés en permanence au tir : de véritables gardiens de camp de ce vaste camp de concentration qu'est l'Afrique du Sud.

Les blindés et les fouets contre une manifestation pacifique

L'armée du régime sud-africain a déployé tout un dispositif de guerre civile, avec blindés, hélicoptères... pour empêcher la manifestation prévue le 28 août pour la libération du leader noir Nelson Mandela, emprisonné depuis 23 ans près du Cap. L'armée a littéralement encerclé les sept cités noires de la ville du Cap, en dispersant la moin-

dre tentative de regroupement des manifestants au moyen de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc, mais aussi, à l'occasion, de rafales de mitraillettes, et systématiquement à l'aide de ces fouets immenses, ces sinistres « sjamboks » dont les Blancs se sont servis pendant des générations pour mater les esclaves, « dresser les sau-

vages » comme disaient les esclavagistes ! Quant aux étudiants blancs de l'université du Cap qui voulaient manifester contre l'Apartheid, ils ont été eux aussi violemment dispersés.

Bilan de cette journée de répression : neuf morts, pour le moins, dont des enfants. La manifestation n'a pas pu avoir lieu. Mais la

colère, elle, s'est encore accumulée dans le cœur des Noirs comme des Métis, ainsi sans doute que leur résolution à se battre.

Cela fait plus d'un an que la révolte noire s'étend. Tout semble montrer aujourd'hui qu'il n'est plus question de revenir en arrière. Le régime, lui, a peur et le manifeste par sa hargne et

la sauvagerie de sa répression.

Alors, s'il lui faut aujourd'hui mobiliser les blindés, les hélicoptères, encercler des villes entières, pour empêcher une manifestation pacifique, c'est vraiment qu'il sera perdu dès que le peuple noir songera à prendre les armes !

Charbon et solidarité

Vendredi 23 août, un minéralier transportant du charbon venant d'Afrique du Sud a été bloqué au port du Havre, à l'initiative de la CGT et du PCF. De même, mardi 27 août, une manifestation à leur initiative, partie de l'organisme importateur de charbon à Paris, a regroupé environ 1 500 participants. Parallèlement, des collages d'affiches réclamant la libération de Nelson Mandela ont été organisés, et diverses autres actions sont programmées par la CGT et le PCF. Ainsi, à l'issue de la manifestation parisienne du mardi 27 août, l'orateur parlant au nom du Parti Communiste a demandé aux militants de rester attentifs car d'autres initiatives allaient être prises, et dans cette perspective il déclarait notamment souhaitable de constituer des comités de lutte contre l'Apartheid dans les entreprises.

C'est toute une campagne que le PCF et la CGT mènent donc.

En effet, il est souhaitable, il serait même nécessaire, que les Noirs d'Afrique du Sud en révolte rencontrent la solidarité des travailleurs, à commencer par ceux de nos pays impérialistes.

La revendication centrale que le PCF met en avant, en particulier dans *L'Humanité*, porte sur la nécessité d'appliquer à l'Afrique du Sud des sanctions économiques. Il s'adresse au gouvernement, en particulier au travers d'une

pétition « lancée pour exiger du gouvernement français qu'il adopte sans délai contre l'Afrique du Sud les sanctions réclamées par l'ONU ».

Mais les sanctions réclamées par l'ONU l'ont été précisément à l'initiative de la France, dont le projet de résolution appelant les Etats membres de l'ONU à prendre des « sanctions économiques volontaires » contre le régime sud-africain a été adopté le 26 juillet. Il ne s'agit que de sanctions volontaires, et non obligatoires, bien entendu, mais le gouvernement français peut néanmoins avec cela paraître en pointe à bon compte par rapport à ses collègues.

En réalité, brandir l'épouvantail des sanctions économiques contre le régime de Prétoria relève de la pure hypocrisie. Evidemment, lorsque Reagan s'y déclare opposé sous le prétexte de ne pas nuire précisément aux Noirs d'Afrique du Sud, cette hypocrisie atteint un sommet, mais sur le fond les gouvernements occidentaux qui s'en déclarent partisans, comme la France, ne mènent pas une politique différente. Le vrai problème vis-à-vis du gouvernement d'Afrique du Sud, c'est : veut-on, a-t-on décidé, de lui imposer un changement de fond de sa politique vis-à-vis des Noirs ? Bien sûr, un tel changement, il faudrait le lui imposer. Les gouvernements occidentaux, tout particulièrement celui des Etats-Unis, en auraient les moyens, qui ne se

limitent d'ailleurs pas à des sanctions économiques ! Le gouvernement de l'impérialisme sait imposer dans bien des pays des régimes et des politiques à sa convenance — une fois son choix fait et sa décision prise.

Mais ce que désirent les gouvernements occidentaux, c'est tout au plus voir le gouvernement sud-africain adopter quelques réformes pour calmer la révolte des Noirs. Obtenir par exemple qu'un certain nombre de Noirs « modérés » puissent partager le pouvoir avec les Blancs. Mais l'essentiel pour eux demeure d'atteindre cet objectif sans risquer que cela entraîne un bouleversement général et profond.

Pas plus que Reagan, le gouvernement français ne tient à voir des bouleversements révolutionnaires se déclencher en Afrique du Sud. Aussi se bornent-ils tous à exercer des pressions sur le régime raciste, et rien de plus.

C'est bien pourquoi faire tourner l'essentiel des manifestations de solidarité en France autour de cette « exigence » que les sanctions proposées par la France à l'ONU soient appliquées reste sans aucune portée réelle pour les Noirs d'Afrique du Sud.

Il faut bien remarquer que le PCF n'a pas raté l'occasion pour adresser son clin d'œil habituel au patriotisme et au chauvinisme français, en en profitant pour mêler au passage la défense du charbon français à cette affaire : arrêter les importations de charbon d'Afrique du Sud « serait bon pour les droits de l'homme et pour notre économie. Nous ne manquons pas de charbon à exploiter sur notre territoire » (*L'Humanité* du 24 août).

Il n'en reste pas moins que les militants, les travailleurs, les jeunes qui, même s'ils ne sont pas très nombreux, manifestent publiquement leur hostilité, leur haine et leur révolte contre le régime de l'Apartheid, ont raison de le faire. Les Noirs d'Afrique ont affaire à forte partie, et ici aussi nous sommes concernés par leur sort.

Christiane LE GUERN

Un régime qui a peur des enfants

Huit à neuf cents enfants noirs (écoliers, collégiens ou lycéens de 8 à 13 ans) ont été arrêtés par la police et l'armée jeudi 22 août et vendredi 23, à Soweto, ville noire d'Afrique du Sud, pour avoir boycotté les cours et « traîné » dans les rues (c'est interdit par l'état d'urgence).

La plupart des enfants ont semble-t-il été finalement libérés, après avoir passé une nuit ou même le week-end au poste. Mais quatre-vingt-seize d'entre

eux comparaissent devant un tribunal lundi 26 août. Pour avoir manifesté en plein tribunal son indignation devant la comparution des enfants, le fils de Desmond Tutu a aussitôt été arrêté à son tour.

« Ce sont des communistes », ont dit les autorités en parlant des enfants de Soweto arrêtés. Oui, le régime d'Apartheid suscite des communistes dès le plus jeune âge.

F.P.

Sécurité sociale

Les petits paieront les cadeaux faits aux riches

Les impôts sur le revenu payés cette année ont en théorie été réduits de 5 %. Un petit allègement pour la masse des petits salariés et un bon cadeau pour les riches. Mais cet argent qui ne sera pas disponible pour le budget de 1986, il fallait bien le prendre quelque part.

Si l'on en croit *Le Monde* du 29 août, ce sera fait en grande partie sur le dos de la Sécurité sociale. Douze milliards de francs vont être récupérés par l'Etat à son détriment dès l'année prochaine. Par exemple les cotisations d'assurance-maladie des titulaires de l'allocation d'adulte handicapé, prises en charge par l'Etat complètement en 1982 puis seulement partiellement à partir de 1984, seront désormais payées

par la seule Sécurité sociale. Par ailleurs la compensation versée par l'Etat pour remplacer la taxe sur les tabacs (dont la vente rapporte à l'Etat mais dont les effets sur la santé coûtent cher) sera supprimée. La taxe sur les alcools aussi rapportera moins à la Sécurité sociale. L'Etat donc prépare un nouveau « trou » de la Sécurité sociale. Ensuite il n'y aura plus qu'à décider, après les élections de 1986 bien sûr, que les prestations sont diminuées et les cotisations augmentées (et du fait du plafond elles pèsent proportionnellement plus sur les moins favorisés). Le tour sera joué : les riches auront reçu ce que les pauvres auront perdu. Sauf si d'ici là ces derniers, excédés, mettent les pieds dans le plat.

Dernière heure

Licenciements à Wonder

Jeudi 29 août devait se tenir à Saint-Ouen un Comité central d'entreprise. Dès 9 heures, environ 120 travailleurs de Saint-Ouen, auxquels s'étaient joints 35 travailleurs venus de Vernon, attendaient dans la cour de l'usine. Plus tard dans la matinée, un autre car arrivait de Lisieux avec 35 travailleurs aussi.

A l'heure prévue du Comité central d'entreprise, tout le monde s'est dirigé vers la salle où s'étaient déjà installés deux représentants de la direction et le syndicat du règlement judiciaire. Plus de cent personnes se tenaient dans la salle, tandis que les caméras des chaînes de télévision essayaient de se frayer un chemin pour filmer la scène.

Tous les travailleurs réclamaient que Tapie vienne en personne s'expliquer, avec des commentaires éloquentes : « Tapie-vautour. Tapie fossoyeur. C'est sur les licenciements des travailleurs que Tapie a bâti sa fortune »...

Les fondés de pouvoir de Tapie se déclarant incapables de joindre leur patron, à l'heure où nous écrivons, personne n'a bougé... et les directeurs non plus !

Des groupes se forment et discutent, et ce qui ressort, c'est l'écœurement, les travailleurs ayant vraiment le sentiment d'être entre les mains d'un escroc.

Correspondant LO

(voir notre article en page centrale).

Sénégal

Vous pouvez manifester, mais derrière le gouvernement

Un rassemblement contre l'Apartheid du régime sud-africain interdit, puis dispersé par la police, l'interpellation des organisateurs : cela s'est passé la semaine dernière, à Dakar, au Sénégal.

Le gouvernement y autorise, certes, les partis d'opposition, mais ne leur reconnaît pas le droit de

reprandre à leur compte une lutte dont il veut garder seul la paternité.

Le régime sénégalais est bien souvent présenté comme la vitrine de la démocratie en Afrique. Une vitrine qui reflète bien vite la crainte de voir la population se mobiliser derrière quelqu'un d'autre que lui-même.

G.B.